LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

N° 1598
du 3 au 9 juin 2010

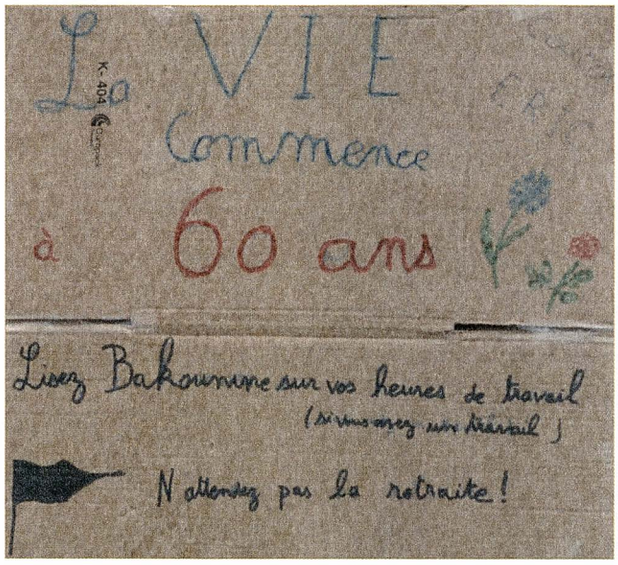
« Je dois manger à la sueur de mon front, mais quand je sue, je n'ai jamais faim, j'ai soif. »

Francis Picabia

M 02137 - 1598 - F: 2,00 €

Existe aussi sur Internet
www.monde-libertaire.fr

Sommaire



Motion **antireligion** du congrès fédéral, *page 4*

Affichage rouennais, par les amis de l'Insoumise, *page 5*

Fait charentais, par J.-M. Raynaud, *page 5*

Brèves à tout va, *page 6*

Les **sans-papiers** de Vitry, par Nicolas, *page 7*

À la **petite semaine,** par Floréal, *page 8*

Protégeons la **Terre,** par J.-P. Tertrais, *page 9*

L'esprit de **Philadelphie,** par J. Langlois, *page 11*

Au sujet de **Pôle emploi,** par N. Potkine, *page 12*

Franche **maçonnerie,** par J. Betry, *page 15*

Mineurs russes en lutte, *page 16*

Voir **Cannes** et mourir, par H. Hurst, *page 17*

L'entraide avec Kropotkine, par C. Kottelanne, *page 19*

Camus à la une, par F. Equy, *page 20*

Au sujet de **Ba Jin,** par L. Barbesois, *page 20*

La vie du **mouvement,** *page 21*

La radio, tout un programme, *page 22*

L'agenda au beau milieu du printemps, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Quelques clins d'œil dans ce monde improbable. Au Texas, un nommé Hanck Skinner qui pourrit depuis 1993 dans le couloir de la mort va peut-être sur décision de la Cour suprême prouver son innocence par test ADN. La British Petroleum enraye l'hémorragie de caca brun déversée à raison de 800 000 litres/jour vers les côtes de la Louisiane. Elle se montre plus discrète sur le fait qu'elle avait sciemment ignoré trois signaux d'alerte avant l'explosion. Notre confrère *Rue 89* lance une édition papier mensuelle. Tant mieux pour ceux qui n'ont pas de quoi se payer internet, tant pis pour les zélateurs du système si prompts à brocarder les vieux c... papivores. Au reste, les avanies (sans framboise) vont bon train. Des Chinois rudement salariés qui bossent pour Dell et Mac n'arrêtent pas de mettre fin à leurs jours. Le gaz se prend 5 % d'augmentation. Dans la jungle hostile des « quartiers » cruels, une gentille fliquette municipale tombe, fauchée dans la fleur de l'âge et au champ d'honneur de sainte Sécurité. Et pour une fois – pas comme pour les cancers de l'amiante – président et médias se préoccupent d'une accidentée du travail. Las, Hortefeux en profite pour restituer *in petto* aux flics bouillants et municipaux les jolis tasers que le Conseil d'État venait de leur confisquer. Va falloir planquer les gosses aux Tarterêts ! Comme prévu, à propos des retraites – ce sujet censé fâcher –, on n'a pas échappé aux titatas décervelants – pardon, à la pédagogie – de nos maîtres à voter. Même qu'une « journaliste » de Radio-Paris s'est autorisée à qualifier les probables « réformes » de « pain béni » pour les syndicats et la grève du 27. La tuberculose n'est-elle pas pain béni pour les marchands de pénicilline et les meurtres en série, pain béni pour les pisse-copie ? Son éminence Bernard Guetta, européaniste à tous crins, insinue, l'air pénétré et l'index en bataille, que « l'austérité est aussi inquiétante que l'endettement », que « les marchés, toujours inquiets, s'en inquiètent... Qu'il serait peut-être plus judicieux de taxer les financiers et les entrepreneurs ». Mais où va-t-il chercher tout ça ? La retraite-cimetière à 62 ans, les gels et baisses de salaire, les suppressions d'aides sociales, les « incontournables » plans d'austérité, notre Bernard découvre, tel Gribouille, que c'est « pas bon pour la croissance ». Rigueur ou pas rigueur, on s'acheminerait donc vers un krach de derrière les fagots ? Dans ce surréaliste casino, quand la banque saute, ce serait aux employés et au personnel d'entretien de renflouer les Barrière et les Partouche ? Quand t'as servi, on te jetterait ? C'est bien ce que résume avec innocence un vague député UMP : « Il n'est pas possible de ne pas toucher à l'âge et au nombre d'années de travail, si l'on veut sauver notre système. » Ben justement, bonne pomme, c'est ce qu'on veut dézinguer, le système en question !

Balayons les affameurs, sortons de l'impasse suicidaire du capitalisme

Motion adoptée au 67e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 22, 23 et 24 mai 2010

EN FRANCE COMME AILLEURS, les grands patrons ne s'en cachent même plus : ils mènent une véritable guerre de classe contre le monde du travail et mettent tout en œuvre pour la gagner avec la complicité active des États.

Ils font payer aux salarié-e-s, chômeur-se-s, jeunes, retraité-e-s, etc., l'addition de la crise de leur système économique et financier, le système capitaliste, liquidant ainsi un siècle de conquêtes sociales. Ils affirment leur volonté de maintenir et d'augmenter sans cesse leurs profits et de récupérer ce qu'ils ont été obligés de céder.

À les entendre, il n'y aurait plus d'argent pour le service public, les retraites, les aides sociales, alors même que des milliards d'euros ont été trouvés pour les banques et certains secteurs du capitalisme ; et que 30 milliards d'exonération sont accordés par an aux patrons, au prix du pillage de notre Sécurité sociale, fondée sur nos salaires directs et différés.

La propagande gouvernementale et le matraquage médiatique ne changeront pas les faits : la spéculation et les profits explosent alors que parallèlement la pauvreté, la précarité, l'exploitation forcenée se développent partout et que les tenta-

tives de résistance sont criminalisées (lutte des sans-papiers, grévistes soi-disant preneurs d'otages, etc.).

Aucune solution ne viendra des combinaisons politiciennes. L'abstention massive aux dernières élections, notamment dans les quartiers populaires, montre que les exploité-e-s n'espèrent rien de ce qui constitue, pour les anarchistes, une impasse.

Dans le même temps, les bureaucraties syndicales mènent un véritable travail de sape, d'émiettement (journées d'action sans perspective) et d'anesthésie des luttes sociales et accompagnent plus ou moins directement les contre-réformes en cours ou en projet, comme celle des retraites. L'unité d'action absolument nécessaire n'a de sens que sur des bases décidées et organisées par ceux et celles qui luttent.

Face au consensus politico-syndical qui tente de tout verrouiller, face à la résignation entretenue par l'idée fausse que le capitalisme est indépassable, les militants et militantes de la Fédération anarchiste s'engagent résolument dans la bagarre avec tous ceux et celles qui veulent se réapproprier leurs luttes ou faire vivre les alternatives en actes, notamment avec les luttes sur les transports gratuits, la réappropriation des logements, l'éducation populaire... Ils opposent à la résignation la volonté de comprendre et d'agir.

Nous décidons d'expliquer notre point de vue le plus largement possible, avec d'autres organisations lorsque les conditions le permettent.

Nos analyses, nos propositions, notre projet de société seront présentés et débattus lors de réunions, débats, meetings, qui seront organisés partout en France et diffusés avec tous les moyens d'information dont la Fédération anarchiste dispose (*Le Monde libertaire*, Radio libertaire, etc.).

Fédération anarchiste

Ni religion, ni racisme, ni xénophobie

Motion adoptée au 67e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 22, 23 et 24 mai 2010

La lutte antireligieuse est plus que jamais à mener face au retour en force des communautarismes religieux, à la revendication d'une « laïcité ouverte » ou « laïcité positive », où hiérarchies et appareils religieux interviendraient directement dans les institutions, face aux attaques contre le droit à l'avortement orchestrées par des lobbys religieux, aux financements publics des institutions religieuses notamment dans l'Éducation, etc.

De plus, le gouvernement utilise le combat pour la laïcité, celle qui retire aux religieux leur droit d'action obscurantiste et irrationnel, notamment contre les plus jeunes, afin de faire des amalgames xénophobes contre certaines personnes, de confessions et plus généralement de cultures différentes.

D'une part, l'État instrumentalise les fondamentalismes religieux afin d'instaurer sa politique sécuritaire, d'autre part, il veut faire croire que ces mêmes religions dans leurs versions « soft » seraient nécessaires à la société. Selon nous, le retour du religieux révèle surtout de l'exclusion croissante d'une part importante de la société.

En conséquence la Fédération anarchiste rappelle :

- qu'elle combat, a combattu et combattra toujours toutes les religions quelles qu'elles soient ;
- que les religions n'ont jamais, ne sont pas et ne seront jamais des facteurs d'émancipation : qu'elles instaurent un rapport de domination politique, sexuelle, économique et nationaliste.

Pour cette même raison :

- nous refusons tout amalgame entre les religions et les origines ;
- nous affirmons que les interdictions et répressions perpétrées par l'État contre certaines religions, qui sont souvent le prétexte à des politiques xénophobes, ne peuvent être un moyen souhaitable de combattre la religion ;
- nous affirmons que ceux qui, sous couvert d'un nécessaire combat antireligieux, véhiculent des idées racistes, xénophobes et nauséabondes, seront toujours les ennemis de la Fédération anarchiste.

Fédération anarchiste

Factures pour (dé)collages d'affiches...

La mairie PS de Rouen attaque la liberté d'expression

Depuis plusieurs mois, des organisations politiques (PCF, NPA, FA), syndicales (Solidaires, CGT) et associatives (Réseau Sortir du nucléaire, Amnesty international, librairie l'Insoumise) reçoivent des lettres et des factures de la mairie PS de Rouen « pour payer le décollage d'affiches ou d'autocollants » (15 euros pièce!) et ce, pour des montants qui finissent par devenir non négligeables (déjà un millier d'euros pour la librairie l'Insoumise!).

Au prétexte d'un fumeux « Rouen ville propre » où l'on est prié de croire que marcher sur une affiche, ça salit les chaussures, on assiste à une atteinte scandaleuse à la liberté de diffuser des idées! C'est se moquer du monde que de prétendre lutter contre la pollution visuelle en assassinant financièrement ceux qui collent quelques malheureuses affichettes et laisser partout les sucettes Decaux envahir l'espace public avec des publicités au mieux débiles, au pire sexistes et de surcroît en installant des panneaux lumineux qui diffusent des messages (« c'est pour notre bien ») abêtissants et infantilisants! Par contre, pour ce qui est des panneaux d'expression libre correctement placés et en nombre suffisant, c'est une autre paire de manches! C'est visiblement plus facile de faire fonctionner la facturette!

La municipalité PS a ressorti de la naphtaline une délibération du conseil municipal du temps d'Albertini (droite), sans tenir compte que ledit Albertini, après rencontre avec les défenseurs de l'affichage libre, avait reconnu qu'il ne s'agissait pas de taxer les collages d'affiches « d'opinion » (garantis par la Constitution et les lois nationales et/ou internationales) mais uniquement l'affichage commercial. Il s'était engagé à ce que le collage politique et syndical (au sens large) ne soit pas poursuivi et avait tenu parole! Faut-il en déduire que le PS, du point de vue de la défense des libertés fondamentales, est pire que la droite?

On ne peut à la fois critiquer les lois liberticides du pouvoir sarkoziste (PS?) et prendre des mesures attentatoires aux libertés! Ce n'est pas la peine non plus de jouer les parangons de défenseurs des libertés et de s'affranchir du respect desdites libertés!

Cette formation politique, dite de gauche, prétendument respectueuse de l'expression sociale et soucieuse du développement de la vie culturelle, étouffe par sa politique de répression ce qui fait le sel et la richesse de la vie de quartier: la communication par le tract, l'affichage, etc. Ayant accès direct à tous les médias (TV, journaux locaux...), le PS nie toute autre expression que la sienne. En ce qui concerne la librairie l'Insoumise, il empêche, de fait, une animation culturelle proposée gratuitement aux personnes démunies mais en demande de connaissances et de diversité propre à développer le sens critique. Une entrevue (appuyée par le Comité de défense des liberté fondamentales) a eu lieu avec une adjointe PS, les organisations présentes ont fait part de leur indignation et ont dénoncé ce harcèlement antidémocratique, mais pour l'instant les factures continuent de tomber et de courir, et ça commence à bien faire! Il est temps d'interpeller les militant(e)s et les élu(e)s PS et de les mettre face à leurs contradictions! Ce racket doit cesser! L'affichage libre est un droit!

Envoyez une lettre de protestation à:
Mairie de Rouen
Place du Général de Gaulle
76000 Rouen
rouen@rouen.fr

Les amis et amies de la librairie l'Insoumise, Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

---

Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948: « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Le détail qui tue

Le 24 décembre 2007, à quelques kilomètres de la ville d'Aleg, dans le sud-est de la Mauritanie, quatre touristes français (dont trois Charentais) qui se rendaient au Burkina Faso sont attaqués par un commando d'al-Quaida au Maghreb islamique. Bilan! Trois morts et un blessé grave.

Les trois principaux accusés de cette tuerie sont actuellement jugés à Nouakchott, la capitale. Leurs propos sont édifiants!

Sidi Ould Sidina, dit « Sidi le dur », estime qu'il est « légitime de tuer des mécréants »!

Quant à Maarouf Ould Haiba, « l'émir du groupe », il a le propos plus feutré. À la manière d'un Le Pen, il estime, en effet, que « le meurtre des Français d'Aleg est un détail par rapport aux millions de musulmans qui souffrent de la violence des pays occidentaux ».

C'est fou ce que ces allumés psychopathes de la croyance en dieu (le leur) et autres Le Pen (hisse) ou Le Pen (à jouir) ont le détail... qui tue!

Qui a dit que la laïcité, l'athéisme et l'antifascisme étaient des trucs ringards?

Jean-Marc Raynaud
Chaucre, le 27 mai 2010

Brèves de combat

Nouvelle agression

Le mardi 14 mai vers 23 heures, un membre de l'Initiative anarchosyndicaliste (AS) a été agressé par un groupe de quatre néonazis. L'agression s'est déroulée en plein centre-ville. Il a reçu plusieurs coups de poing au visage après qu'on lui eut demandé s'il était anarchiste. Rappelons que six anarcho-syndicalistes de Belgrade ont passé presque six mois en prison suite à l'accusation grotesque de « terrorisme international », que quatre autres de nos compagnons font l'objet d'un procès politique au motif d'avoir « obstrué la justice », et que des appels à ce que les membres de l'ASI soient lynchés en public ont été lancés par des groupes parapoliciers. Assez de répression contre les activistes syndicaux.

Sans-paps toujours

Des centaines de personnes se sont rassemblées au pied de l'Opéra Bastille à Paris, pour réclamer un texte clair et précis permettant la régularisation de tous les travailleurs dépourvus de titre de séjour. On peut toujours rêver !

Manifs retraites

Succès d'estime et première petite claque contre l'argumentation démagogique du gouvernement qui misait sur un échec, la journée d'action syndicale a réuni environ un million de manifestants (plus que pour celle du 23 mars). Plus de 3 000 personnes dans les rues de Besançon. Petit cortège libertaire (essentiellement CNT) très encadré par les flics. Pour le reste, les syndicats ont fortement mobilisé et l'hôpital était à la pointe de la mobilisation. Un Collectif de défense des retraites s'est constitué afin de contrer la propagande gouvernementale et d'organiser la résistance. 1 500 personnes à Dole, à Belfort… Commentaire du quotidien économique *Les Échos*, grand ami des patrons : « Au lendemain d'une mobilisation contre la réforme des retraites jugée faible par le gouvernement, le ministre du Travail a confirmé son souhait de relever l'âge légal de 60 à 61, 62 ou 63 ans. » Ben voyons donc !

People and Baby

Le 2 mars 2010, suite à une journée de grève des salariés de la halte-garderie Giono (13e arrondissement de Paris), à l'appel de la section syndicale CNT, la direction de l'entreprise privée gestionnaire de ce marché public, People and Baby, décidait de mettre à pied l'ensemble des grévistes, puis de licencier trois d'entre elles. Depuis presque trois mois, les salariées, licenciées ou réintégrées, sont donc en lutte pour obtenir la réintégration de l'ensemble des salariées à la halte-garderie Giono.

Fachos contre gays

Ils étaient vingt-cinq, le 22 mai, à Tours en haut de la rue Nationale, tenus à bonne distance du cortège de la gay pride par un cordon de policiers plus symbolique que dissuasif. Vingt-cinq militants de Vox Populi, dont deux enfants, droits dans leurs bottes, bien rangés derrière leur banderole qui disait « Non à la gay pride » et scandant des slogans haineux rythmés par un chef de bande ganté de noir qui donnait le ton : « La décadence, y en a assez, le cul c'est pour chier. » Mais les « olé » et les sifflets des 1 350 manifestants n'ont eu aucun mal à couvrir le son de ces insultes. Attention aux représailles homophobes…

Kiss-in à Lyon sous les lacrymos

Le Kiss-in place Saint-Jean a eu lieu à l'appel des nombreuses associations de défense des homosexuelle-s, des trans-identitaires et des droits de l'homme. Plus de 400 personnes de tous âges se sont réunies pour s'embrasser place Saint-Jean ce mardi 18 mai. Ce succès laisse pourtant aux manifestants un goût lacrymo. Après avoir refusé de permettre aux militants de la tolérance d'exercer leur droit à manifester de manière sympathique sur l'espace public, la préfecture du Rhône a fait le choix d'évacuer la place de manière violente, de traiter les manifestants déclarés et pacifistes de la même manière que les extrémistes haineux présents de manière illégale.

Centres IVG en danger !

Fermeture annoncée de la maternité de Saint-Antoine, de sa pédiatrie et de son centre d'IVG. Fermeture du centre d'IVG de Tenon depuis juillet 2009. Mise en cause des services de pédiatrie de Trousseau. Actuellement, les maternités de l'est parisien, saturées, ne peuvent accueillir d'autres naissances : aucune possibilité d'inscription au-delà d'un mois pour un suivi de grossesse et un accouchement programmé. Pour l'IVG, le temps d'attente à Paris est déjà de trois semaines. Certaines femmes galèrent pour trouver un centre qui les accueille. Soyons nombreux à la manif !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Soutien ou trahison

Nicolas

Groupe d'Ivry

L'une des concrétisations institutionnelles du discours léniniste est l'organisation d'un parti centralisé, qui est toujours supposé éclairer et diriger les *masses laborieuses*. Les écrits de Lénine et de Trotsky se basent sur une analyse cruciale, selon laquelle les ouvriers ne seraient pas en mesure de s'organiser seuls autour de principes socialistes, mais tout au plus capables d'un vague syndicalisme de base. Pour accéder à une conscience politique globale, ils auraient par conséquent impérativement besoin d'un parti qui les guide et d'une direction communiste éclairée. Ce schéma comporte des aspects autoritaires, élitistes et bureaucratiques qui ont souvent été critiqués et contredits par la réalité de mouvements auto-organisés, mais il a été maintenu jusqu'à maintenant, au sein des organisations trotskistes. « Les dirigeants trotskistes, issus de la tradition léniniste, ne veulent pourtant rien entendre qui pourrait mettre en doute l'existence des partis qui déterminent toute leur vie. Ils font donc le choix de contrer les expériences et mouvements de démocratie directe qui échappent à leur contrôle » (Alexander Neumann, « Répétition ou dissonance. Comment se débarrasser du trotskisme ? », *Réfractions*, n° 23, 2009).

À Vitry-sur-Seine, un collectif de sans-papiers existe depuis quelques années. Un délégué syndical en est devenu membre et délégué. Son avis était de rejoindre le mouvement des sans-papiers mené par son syndicat ; mais, travaillant dans des entreprises différentes et en dehors de Vitry, les sans-papiers ont préféré rester groupés et lutter dans leur ville, en occupant le centre des impôts puis, après en avoir été évacués, son trottoir. Ils ont reçu un large soutien de la population, dont quelques personnes (des citoyens anonymes) ont rejoint le « comité de soutien » qui s'est alors organisé avec des syndicalistes, des politiciens, des militants de gauche multicartes et des élus.

Son mode de fonctionnement est celui des organisations auxquelles ils appartiennent. Ainsi, de réunions en « commissions », il ne se décide finalement pas grand-chose : pour l'essentiel, un petit groupe de gens, plus ou moins unis voire opposés selon les circonstances, préfèrent rester entre eux. Ils prennent part aux réunions des sans-papiers, les « président », comme celles des soutiens, et annoncent les décisions prises en appelant à participer. Leur mainmise est acceptée plus ou moins docilement, l'accord se faisant sur la nécessité de guider les sans-papiers (ils leur parlent comme à des enfants) – le plus souvent vers un cadre légal – et les désaccords intervenant sur la direction à prendre.

Officiellement, tout le monde soutient la lutte que les sans-papiers mènent « eux-mêmes » ; cependant, pendant toute la durée de l'occupation, les sans-papiers auront dû répondre par leur détermination à toutes sortes d'arguments pour la stopper. Ils n'ont pas cédé à la menace d'une intervention policière imminente, « d'après plusieurs sources ». Ils auraient toutefois décidé, après une AG, de lever leur piquet de grève ; mais ils sont venus en nombre rappeler, pendant la réunion de leurs « soutiens », que, grévistes ou pas, tous faisaient partie d'un collectif en lutte pour un même objectif, leur régularisation, et que seuls ceux qui dormaient sur le trottoir pouvaient décider d'en partir.

Depuis que la préfecture leur a porté un coup fatal en ordonnant leur évacuation, les tracts signés du collectif continuent d'affirmer que « la lutte continue » et même qu'« elle s'amplifie » ; or, sans lutter, les sans-papiers ne peuvent obtenir des régularisations que par la voie administrative sur critères (le cas par cas) dont plus de neuf sur dix sont exclus, et on

entend toujours dans les manifestations des sans-papiers : « Cas par cas, on n'en veut pas ! ». Désormais, on entend toujours dans les réunions des « soutiens » : « Forcément, on fait du cas par cas ! » L'« obtention » d'un formulaire à remplir est considérée comme une « victoire », et l'envoi postal de demandes individuelles de régularisation comme un « dépôt » collectif. « Exigeons l'examen de nos dossiers », réclame le dernier tract…

Ces ambiguïtés permanentes cachent autant de contradictions. Levez ces ambiguïtés et donc montrez ces contradictions, alors se révélera rapidement le caractère autoritaire des principaux « soutiens ». Il vous faudra insister un peu car les prises de parole sont toujours encadrées. Les « soutiens » ne supportent pas les questions et préfèrent d'abord les ignorer ou y répondre évasivement, puis ils dénigrent ceux qui les posent et, enfin, veulent les exclure. Le vote fait bien sûr partie de leur panoplie : pour contraindre sans recourir à la force, rien de tel que la démocratie et son obligation de suivre la majorité (qu'on invente au besoin) et l'appel à l'unité (urgente) qui l'accompagne – « unité » qui est, en fait, division (isolement et séparation de ceux qui luttent, stratégie du chacun pour soi pour obtenir sa régularisation) et appel à l'obéissance avec rappels à l'ordre au besoin ; ceux qui questionnent sont alors « des emmerdeurs ».

« Grâce » à leur « comité de soutien », presque 150 sans-papiers ont posté, après avoir cessé leur lutte, toutes les informations et documents que leur demandait la préfecture (les concernant, ainsi que leurs hébergeants, famille, employeur), y compris la photocopie de leur passeport valide (ce qui simplifie une expulsion), pensant ainsi pouvoir obtenir leur régularisation, alors que beaucoup n'ont clairement aucune chance ; car faire du cas par cas en voulant maintenir l'illusion qu'on lutte, c'est faire ce que même les associatifs prônant le cas par cas refusent de faire au sujet des sans-papiers dont les dossiers ne laissent aucun espoir : « les conduire à l'abattoir préfectoral ». C'est pourtant pour ne pas y aller qu'ils ont rejoint le collectif, pour tenter d'obtenir un papier par la lutte, seul moyen d'y parvenir pour la plupart.

Cette lutte, ils l'ont menée courageusement parce qu'« être esclaves », ils n'en voulaient plus, et ils finissent par la trouver plus dure encore que de rester exploités sans lutter ; cette lutte, par tout ce qu'elle leur a apporté – y compris l'espoir d'une régularisation enfin possible –, les aide encore à tenir. Depuis qu'ils ont quitté l'endroit où ils sont nés mais et où ils ne pouvaient vivre, ils se demandent où ils vont bien pouvoir aller : pas ici, leur fait dire le gouvernement dès leur arrivée en France ; ailleurs, veulent les persuader leurs « soutiens » quand ils occupent le trottoir des impôts ; où ils pourront, leur répond la mairie après leur avoir intimé de quitter la salle prêtée après leur évacuation ; en rétention puis « chez eux », leur fait savoir le préfet en leur notifiant des arrêtés d'expulsion ; sur Mars, suggérait Tidiane…

Ceux qui ont dormi des mois en plein hiver devant le centre des impôts, qui ont perdu leur chambre plutôt que de cesser la grève, qui restent parfois la journée sans manger parce qu'ils n'ont pas d'argent et qu'ils ne trouvent plus de boulot, s'entassent aujourd'hui dans des logements dispersés. En attendant la réponse « bienveillante » de la préfecture, ils continuent de manifester ponctuellement (les absents sont pointés) sous les drapeaux des organisations qui les « soutiennent ». Segadoua a été mis de force dans un avion malgré huit années de fiches de paie à son nom et plusieurs membres de sa famille déjà régularisés. Une ligne lui est consacrée dans le dernier tract, qui arbore, comme toujours, la devise du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry (CTSPV) : « Unité – Solidarité – Lutte » (collectif, qui, malgré son nom, a toujours rappelé qu'il voulait la régularisation de tous ses membres, travailleurs ou non).

« Une des particularités de la lutte des intérimaires sans-papiers de Viry-Châtillon est qu'elle a été dirigée par un comité de grève des travailleurs en lutte. Le protocole de fin de conflit a été signé le 5 janvier 2009 entre ce comité de grève et la direction de l'entreprise. Nous avons été capables de diriger notre lutte, de la gagner (30 régularisés sur 31), par nous-mêmes de bout en bout. C'est parce que nous n'avons pas attendu des sauveurs (syndicats, associations, partis politiques), que nous nous sommes même opposés à eux lorsqu'ils ont voulu nous déposséder de la direction de notre lutte, la freiner, au nom de notre intérêt, que nous avons gagné. J'espère que l'histoire de cette lutte dans l'Essonne sera instructive pour les travailleurs, afin qu'ils dirigent eux-mêmes leurs luttes à venir. C'est une des conditions nécessaires à leur victoire » (Waraa, « Comité de grève de Viry-Châtillon », Ni patrie, ni frontières, octobre 2009).

N.

À la petite semaine

Pour un apéro géant à Téhéran

La secte des adorateurs du progrès technique, dont Jacques Prévert disait qu'il est « trop robot pour être vrai », nous a, souvenez-vous, barbés jusqu'à satiété avec la « révolution » que représentaient à ses yeux la venue et l'utilisation du système internet, présenté comme l'outil moderne libérateur, le lien sans intermédiaires entre tous qui allait assurer le triomphe de la démocratie directe, la liberté à portée de clavier.

Il s'est bien sûr trouvé des sceptiques qui, sans nier en bloc les aspects positifs de la Toile, osèrent tout de même émettre des doutes sur l'imminence d'un tsunami démocratique et d'un irrépressible renouveau de cette culture qui, selon les vœux de Fernand Pelloutier, devait tirer chacun vers le haut. Leur point de vue dubitatif se trouvera-t-il aujourd'hui quelque peu entamé avec la naissance du phénomène des apéros géants, permis par l'utilisation du réseau « social » Facebook ? Il faut craindre que non.

J'en connais quelques-uns. N'étant disposés à se prosterner devant personne, ils vous diront qu'ils n'ont pas à le faire devant des imbéciles incapables de rien faire autrement qu'en troupeau, sous prétexte qu'ils sont jeunes.

Ils prétendront, par ailleurs, que si l'on reproche à juste titre les 138 000 euros puisés dans l'argent public par un Estrosi pour la location d'un jet privé, on ne saurait admettre qu'en soient dépensés des centaines de milliers d'autres dans le nettoiement des places publiques transformées en immondes déchetteries pour le plaisir de crétins alcoolisés. Dans un discours tout droit sorti des profondeurs du XIXe siècle, ils affirmeront que, si goût pour le rassemblement il y a, l'état actuel de l'enseignement, celui du logement étudiant, celui de l'emploi des jeunes, tous calamiteux, pourraient en être de sérieux motifs…

Dans un discours perçu comme tout droit venu des profondeurs… Loin de ces aigris, les fidèles de la religion des temps présents – le jeunisme – et de ses rites savoureux – la déconne, le j'm'enfoutisme, le mépris envers tout militantisme, jugé ringard, le jack-languisme festif – songeront avec mélancolie à ces jeunes Iraniens qui, privés d'un réseau Facebook entièrement libre, et l'alcool demeurant interdit en pays d'islam, ne peuvent s'arsouiller collectivement en toute liberté et en sont réduits, avec des moyens dérisoires, à se donner des rendez-vous minables sous des prétextes futiles, comme le combat contre un pouvoir dictatorial…

Floréal

Nature

L'effet boomerang

Jean-Pierre Tertrais

Il serait difficile de nier la réalité d'une crise financière, immobilière, économique. Il est plus ardu, pour beaucoup, d'admettre l'existence d'une crise sociale. Mais s'il est un aspect magistralement occulté par de nombreux observateurs, c'est bien la composante écologique. Et à double titre. D'une part, la question écologique est, sinon niée, du moins minimisée en tant que telle (contrairement à ce que certains peuvent penser), devenant un simple objet de « craintes irrationnelles ». Mais surtout, l'analyse évacue ce problème écologique en tant que cause – parmi d'autres – de la crise actuelle, et notamment financière. Or le coût du saccage de la planète va devenir exorbitant, sans parler des dégâts irréparables.

Depuis une trentaine d'années, les crises financières se sont succédé régulièrement (Thaïlande, Indonésie, Corée, Russie, Japon, Argentine…). Alors que le monde commençait à s'enfoncer dans un marasme économique, les gouvernements, piégés par la loi du profit à court terme, s'acharnaient au sauvetage des banques et de l'industrie automobile, reléguant la crise écologique au second plan. Malgré les avertissements, le système capitaliste, visant à maintenir les privilèges et définissant la dilapidation et le gaspillage comme la norme, a continué à surexploiter les ressources. Mais avait-il réellement le choix ?

Lourd bilan écologique… et financier

Quel sera – quel est déjà – le coût nécessaire à la restauration des fonctions environnementales, de la biodiversité, des services écologiques que rendaient la nature (cycle de l'eau, production d'oxygène, reconstitution des sols, pollinisation, régulation du climat, etc.) ? Qui peut chiffrer les conséquences – directes ou indirectes – de l'industrie pétrolière (explosions souterraines pour déceler les réservoirs anticlinaux susceptibles d'héberger du pétrole, accidents liés aux forages, incendies de puits, marées noires, dégazages sauvages, molécules toxiques pour la faune et la flore dans le périmètre des raffineries, fuites dans les stations-service, etc.), de l'automobile (milliers d'hectares de terres agricoles sacrifiées sous les infrastructures – routes, autoroutes, aéroports –, gaz d'échappement, carcasses, hécatombe d'animaux provoquée par la circulation, etc.), de l'industrie de la viande (des experts avancent que les gaz à effet de serre dégagés par l'industrie de l'élevage dépassent ceux émis par par les voitures), des incendies de forêts, dont l'armée est souvent à l'origine (mise en sécurité des zones calcinées, réhabilitation des zones boisées), des cendres ultratoxiques des incinérateurs jetées dans les terres de remblai, au risque de souiller les nappes phréatiques par percolation, des résidus boueux saturés de métaux lourds provenant des stations d'épuration et déversés sur les terres agricoles, et même des ordinateurs (en combinant le coût énergétique de leur fabrication à celui d'une durée d'utilisation moyenne de trois ans, deux chercheurs parviennent à la conclusion que l'ensemble des ordinateurs du monde consomment autant d'électricité que le Brésil et ses 190 millions d'habitants : vive la civilisation de l'immatériel !) ? Et de tant d'autres innocentes activités humaines ?

Quel sera le montant de la facture à régler pour les prétendues solutions de l'avenir ? Le véhicule électrique, par exemple, miracle des transports pour lesquels des milliards sont investis (4 milliards d'euros par l'État jusqu'en 2020), alors que seule une fraction dérisoire de la population pourra se l'offrir. Et le lithium, indispensable au moteur électrique, pose de sérieux problèmes géopolitiques, industriels et écologiques. À tel point que l'Institut de recherches Meridian reconnaît qu'« il serait irresponsable de détruire ces régions (Andes et Tibet) pour un matériau qui ne peut être produit en quantité suffisante que pour un marché de niche ». Et le nucléaire ? L'EPR de Finlande a trois ans de retard et coûtera 3 milliards de plus que prévu, celui de

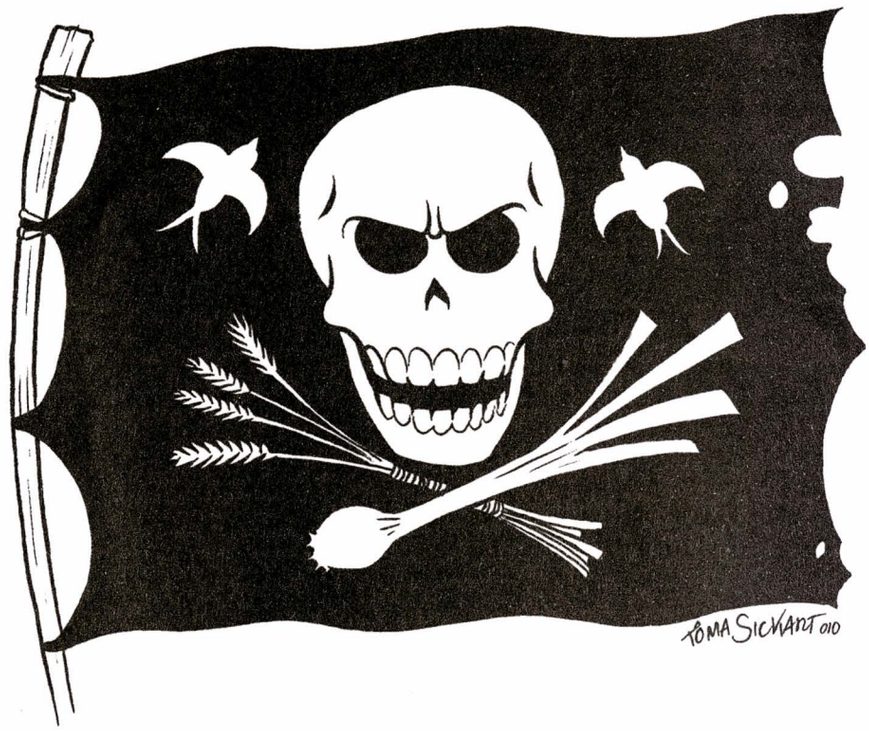
Flamanville a un an de retard et coûtera un milliard de plus. Et ce n'est qu'un début.

Face à la prise de conscience de la dégradation de l'environnement et à la pression de l'opinion publique, les dirigeants économiques et politiques sont conduits à mettre en œuvre des politiques nouvelles, à modifier des orientations, des pratiques : lutter contre les pollutions, nettoyer de nombreux sites contaminés, réduire les émissions de gaz à effet de serre pour atténuer les dérèglements climatiques, assurer la reforestation, améliorer les économies d'énergie (isolation des bâtiments résidentiels et commerciaux, redéfinition des modes de transport, etc.), augmenter la part des énergies renouvelables, remédier à l'érosion des terres arables, exploiter de nouveaux gisements d'énergie de moins en moins rentables, gérer des déchets souvent toxiques, démanteler les centrales nucléaires, approvisionner en eau les régions touchées par le stress hydrique, construire des digues pour faire face à la progression des mers et des océans, prendre en charge les réfugiés climatiques, etc. Et qui évaluera le coût écologique et aussi financier de la disparition des abeilles, de la prolifération des OGM ou des nanotechnologies ?

Or ces objectifs, ces travaux, ces techniques sont gourmands en investissements très lourds et en argent frais. Robert Costanza avait publié une étude en 1997 dans laquelle il montrait que le prix des services rendus par l'ensemble des écosystèmes équivalait au double du PIB mondial, soit 33 000 milliards de dollars à l'époque. Le rapport Stern, paru en octobre 2006, évaluait l'impact des changements climatiques sur l'économie mondiale en cas d'immobilisme : 5 500 milliards de dollars. Le rapport d'étape de la Commission européenne indique que la dégradation des écosystèmes peut nous coûter 7 % du PIB mondial chaque année, dès 2030. Quand bien même aucun de ces chiffres ne serait confirmé ultérieurement dans leur précision, ils fournissent une idée assez claire de ce qui nous attend.

Par ailleurs, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, les investissements en matière d'énergies « propres » devraient atteindre 1 900 milliards de dollars d'ici 2020. Et ce n'est qu'une petite partie du problème. En outre, ces énergies renouvelables ne sont pas exemptes de perturbations écologiques (les cellules photovoltaïques nécessitent des produits chimiques polluants, tel le silicium, la biomasse engendre des gaz nocifs pour l'atmosphère, l'hydraulique endommage les écosystèmes...). D'où de nouvelles saignées ultérieures dans les budgets déjà malmenés des États, des collectivités territoriales, aggravant encore la crise financière.

Parce que si un business écolo existe, il prospère exclusivement pour la bonne santé des grandes entreprises, l'argent public assurant l'essentiel des dépenses. La dépollution est une affaire très lucrative dont les pollueurs ne sont pas les derniers à profiter. Et le marché des droits à polluer a favorisé spéculation et irrégularités, au détriment des petites entreprises et des ménages... sans régler le problème du carbone. Mais en permettant aux plus gros pollueurs de s'« écoblanchir » (le nombre de messages liés à l'environnement a quintuplé depuis trois ans !). Un autre exemple, entre mille : 20 milliards d'imprimés, un million de tonnes, 40 kilos par habitant, c'est l'avalanche de prospectus publicitaires qui tombe chaque année dans nos boîtes aux lettres. La facture de ces déchets à traiter s'élève à 120 millions d'euros, dont 85 % à la charge des collectivités locales, c'est-à-dire du contribuable, confirmant le principe pollué-payeur (en outre, il faut abattre 17 eucalyptus sud-américains pour sortir une tonne de papier). Le vieux principe « privatisation des bénéfices-socialisation des pertes » étant plus que jamais en vigueur, faut-il s'étonner que la dette mondiale des États grimpe à 45 000 milliards de dollars (multipliée par deux et demi en dix ans) ?



On se souvient, par ailleurs, qu'au moment où surgissait la crise des *subprimes* au cours de laquelle des salariés américains de plus en plus pauvres durent emprunter pour se loger, le prix du pétrole et celui des aliments explosaient, et pas seulement pour raison de spéculation. Également parce que le système cherchait à pallier la raréfaction du pétrole par l'affectation de terres à la production d'agrocarburants.

Changer radicalement... et vite

Les investissements désormais consentis auraient dû l'être beaucoup plus tôt. Nous avons perdu un temps considérable. Le report des coûts cachés sur les générations futures masquait l'insoutenabilité du modèle « occidental ». Fatale fuite en avant du productivisme, la dette écologique et la dette financière s'alimentaient mutuellement. Aujourd'hui, l'influence sur l'économie de la raréfaction des ressources et des dégâts écologiques crève les yeux. Encore faut-il les ouvrir !

Dans sa quête effrénée de biens matériels, dans sa croyance en une société d'abondance fondée sur l'essor sans frein des forces productives, dans sa prétention à adapter la réalité physique aux diktats de l'économie, dans son rêve de dominer la nature, l'homme, si prompt à se rassurer sur ses capacités à réparer les dégâts qu'il commet, est finalement rattrapé par les lois de la physique, de la chimie, de la vie avec lesquelles il ne transigera pas. Il s'agit bien d'une crise structurelle, inédite dans l'histoire de l'humanité par son caractère multiforme et dans la mesure où la mondialisation conduit à toucher l'ensemble des continents. Et cette crise condamne sans appel le système économique actuel.

La solution n'est évidemment pas, comme le prônent la plupart des experts, dans une relance de la consommation. Elle n'est pas seulement, non plus, dans la sortie du capitalisme et l'instauration de nouveaux rapports de production. Elle est aussi dans une redéfinition de la nature et du volume de cette production par les populations elles-mêmes, et nécessairement dans le sens d'une autolimitation collective – potentiellement émancipatrice – des besoins. Parce que si l'homme peut, dans une certaine mesure, déplacer les limites, il ne s'en affranchira jamais. Ne pas réagir rapidement et massivement ouvrirait une voie béante aux solutions autoritaires comme réponse à l'urgence écologique.

J.-P. T.

L'esprit de Philadelphie

« La lutte des classes, j'y crois toujours, mais maintenant je suis de l'autre côté de la barrière ! »

Denis Kessler,
ancien maoïste, numéro deux et idéologue du Medef entre 1998 et 2002

Jacques Langlois

CE TITRE M'EST INSPIRÉ par le dernier livre, éponyme, du grand juriste du droit du travail Alain Supiot. Cet auteur nous rappelle que c'est dans cette ville, le 10 mai 1944, qu'a été proclamée la première Déclaration internationale des droits à vocation universelle. Il s'agissait de créer un nouvel ordre international fondé sur le droit et la justice, cette déclaration concernant les buts de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans la foulée, on eut les accords financiers de Bretton Woods et la création de l'ONU, puis, en 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Ô tempora, ô mores, les temps ont bien changé. Depuis environ trente ans, les finalités et valeurs d'un monde respectueux de la dignité humaine et de la justice sociale, finalités proches de celles procurées par le Conseil national de la Résistance en France, et qui présidèrent à la mise en place dans notre pays d'un État-providence et lancèrent la période des « Trente glorieuses » (1945-1975), ont été éradiquées par le libéralisme moderne. Ce dernier repose sur une foi aveugle dans la perfection du marché autorégulateur qui harmonise spontanément les intérêts et affecte au mieux les ressources. Il n'y a rien de mieux que « l'ordre spontané du marché » (Hayek), que l'ouverture totale des frontières aux échanges internationaux, laquelle permet à chaque pays de faire valoir ses « avantages comparatifs » chers à Ricardo (devenus « compétitifs » dans la novlangue actuelle) dans la division internationale du travail, que la libre circulation des capitaux à l'échelle planétaire qui permet d'allouer l'argent disponible aux investissements les plus utiles (lire rentables). La chose a été « démontrée scientifiquement » par la théorie de l'équilibre général, devenue la science économique « normale » (Kuhn) en économie. Mais seulement à certaines conditions (par exemple, information pure et parfaite, homogénéité des préférences – c'est-à-dire que les consommateurs ont tous la même psychologie –, réversibilité des investissements – le temps ne compte pas –, rationalité des opérateurs, transparence, atomisme des agents, absence de contraintes sur les échanges, etc.). Les journalistes et les politiciens oublient de signaler ces conditions qui ne sont évidemment jamais réalisées dans la réalité.

Il n'y a rien de mieux que « l'ordre spontané du marché » (Hayek).

À cette fumeuse théorie s'est ajoutée la théorie du primat de l'offre sur la demande (resucée de l'idiotie de J.-B. Say : « Les produits s'échangent contre les produits »), propulsée par l'école de Chicago fondée par Milton Friedman, l'économiste préféré de Reagan, Thatcher et… Pinochet. En gros, il s'agit de libérer totalement l'offre, c'est-à-dire les entreprises, de toute contrainte étatique : pas de contrôle des prix, pas de Smic, pas de freins aux licenciements, pas d'intervention monétaire créatrice d'inflation, ouverture des frontières, etc., Il faut aussi limiter le rôle de l'État à la fonction de « veilleur de nuit » et supprimer les services publics et sociaux. Ces bonnes préconisations ont été reprises par tous les gouvernants et tous les « organes » (au sens de Soljenytsine) de la planète. Notamment par le FMI, la Banque mondiale

qui imposèrent aux pays en difficulté le fameux consensus de Washington.

La crise mondiale commencée à l'automne 2007, aurait dû faire justice de toutes ces balivernes car elle a montré dans la pratique qu'il n'y avait aucune perfection, encore moins automatique, des marchés. Eh bien, non, cela repart comme en 40 malgré les gesticulations des gouvernants au G 20 et les rodomontades de Nicolae Sarkozescu contre les banquiers et la phynance. On continue donc à séparer l'économique du politique, le matériel de la morale ou du spirituel, à nier les besoins des populations et des travailleurs (logement, santé, emploi, éducation et formation, cadre de vie, organismes de défense de leurs droits comme les syndicats, sécurité contre les aléas, dignité) et à détruire la planète pour cause d'accumulation sans frein et de maximisation des profits.

Moins l'État est protecteur pour s'adapter à la concurrence internationale en étant « compétitif », plus il devient répressif vis-à-vis du commun des mortels et indulgent envers les criminels en col blanc.

Supiot (de Satan, aux yeux des libéraux) montre bien comment l'Europe en est arrivée aux extrémités libérales. Il observe que le libéralisme s'est transformé en dogmatisme idéologique très éloigné des considérations de la vieille économie politique de ses fondateurs comme Adam Smith ou John Stuart Mill. Ce mouvement s'est évidemment lancé parce qu'il y avait des intérêts sordides bien ancrés pour certains acteurs (les multinationales, les financiers, les experts, les « réservoirs de pensée », etc.) et parce que les politiciens n'ont jamais fait que de se dépatouiller, le nez au vent des problèmes qu'ils avaient eux-mêmes créés, notamment en adoptant les vues des économistes libéraux. Les gouvernants ont suivi la révolution reaganienne en déréglementant à tout va pour créer les conditions du « marché total » dans tous les domaines.

Comme Supiot le montre, la création de l'étau économique (l'ouverture totale et généralisée des économies dans les marchés de biens, de marchandises et de capitaux à l'international en constitue la première mâchoire, et la prégnance des États nationaux pour le social, le fiscal ou l'environnemental locaux, la deuxième mâchoire) a reposé sur l'accroissement du rôle national des États et sur la transformation du droit en instrument manipulable au service d'intérêts particuliers. Cet étau a conduit directement à l'emprise et à la généralisation du moins-disant dans tous les domaines : social, fiscal, environnemental, etc. Il a mis tous les peuples de la Terre en compétition les uns avec les autres de façon que tout le monde se trouve sur un toboggan où on ne peut ni s'arrêter ni freiner avant de tomber dans le trou où il débouche.

Le droit a perdu sa référence à des valeurs comme la justice, l'égale dignité des hommes ou la protection des plus faibles. Les idéologues ont au contraire postulé l'affaiblissement de l'État et même la disparition de la politique (Fukuyama). Ils ont, du reste, tout fait pour que la prophétie se réalise au niveau international puisque des organes experts, dépourvus de la moindre légitimité démocratique (Commission européenne, OMC, FMI, organes de normalisation, notamment comptables, etc.), propulsent de nouvelles dérèglementations qui constituent la nouvelle réglementation libérale au profit des acteurs économico-financiers. Et chaque fois que les peuples ont dit non, comme ce fut le cas en France lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, refusé à 55 % des voix en 2005, les gouvernants se sont arrangés pour violer leur souveraineté.

Dans le cadre de l'étau économique mondial mis en place, effectivement l'État local a perdu du pouvoir. Cela a été compensé par son renforcement à l'échelon national. En effet, il faut un État fort et peu démocratique pour imposer aux peuples les restrictions de son rôle social et donner de nouvelles lois qui les forcent à s'y plier. C'est pourquoi on a observé que moins l'État est protecteur pour s'adapter à la concurrence internationale en étant « compétitif », plus il devient répressif vis-à-vis du commun des mortels et indulgent envers les criminels en col blanc. Mais l'État local, de plus en plus centralisé et autoritaire comme on le voit en France avec la présidence bonapartiste de Zébulon Ier, est malin ; il a camouflé l'extension de ses pouvoirs par la mise en place de prétendues « autorités » indépendantes (par exemple, la Commission de régulation de l'énergie ou la Haute autorité de la santé, etc.) dont il organise la composition, définit le rôle et nomme les membres… Et il se défausse de ses responsabilités en disant : ce n'est pas moi, c'est l'Europe, c'est l'OMC, etc.

En fait, l'État n'est pas moins fort qu'avant au plan local ; il a été tout simplement privatisé, comme le droit. Ce n'est pas étonnant car en France les grands serviteurs de l'État ont fait place aux avocats d'affaires et aux États-Unis, depuis longtemps, les sphères du pouvoir sont envahies par des banquiers et soumises aux lobbys en tout genre (notamment des labos pharmaceutiques et des assureurs). Le droit n'est plus édicté en fonction du bien public et de l'intérêt général ; il est instrumenté en faveur des milieux privés et des riches. De ce point de vue, les trois premières années de la présidence de Gnafron Ier sont particulièrement éclairantes : extension du bouclier fiscal pondu par l'hipponyme Galouzeau de Villepin, suppression de l'impôt sur les successions et les donations et de la taxe professionnelle, diminution des cotisations sociales des entreprises, crédits d'impôts pour l'accession à la propriété, travail en plus pour gains en plus (heures sup détaxées), une vingtaine de petits impôts supplémentaires pour le *vulgum pecus*, réformes, au profit de gestionnaires nommés, des hôpitaux et des universités, déremboursements de sécurité sociale, réforme du droit du travail (bientôt des retraites), giclées ininterrompues de lois répressives (droit pénal), mise en place d'un gouvernement bis de conseillers de l'Élysée, future suppression du juge d'instruction avec mise au pas du Parquet, etc. De façon générale, il y a simultanément privatisation du droit et augmentation des pouvoirs de l'exécutif (l'augmentation des droits du Parlement, comme les faits le prouvent, est un faux-sem-

Photo de Daniel Maunoury. Manifestation à Paris le 27 mai 2010.

blant), personnalisation du pouvoir *via* un aréopage de fidèles et les nominations de féaux aux postes de responsabilité (avec limogeage de ceux qui ne plaisent plus ou auraient failli dans l'application des directives sarkoziennes). Entre 2002 et 2008, 30 milliards ont été ainsi sortis des impôts dont 20 en faveur des riches.

Supiot nous rappelle que les grands penseurs du politique, comme Hobbes, avaient bien montré que la société civile ne peut s'installer dans la durée sans assurer la paix, la sécurité, la justice et le bien commun. Dans ce cadre, le droit est essentiel car il est le moyen primordial de la puissance souveraine et publique pour faire respecter et développer un pacte social suffisamment juste pour faire l'objet du consensus des citoyens. Quand il n'y a pas d'instance arbitrale, tierce et neutre, à la fois politique et juridique, au-dessus des parties, comme l'a vu Hobbes, il n'y a pas de société civile. Il n'y a que la « guerre de tous contre tous » où « l'homme est un loup pour l'homme », il n'y a qu'une juxtaposition de sauvages en compétition dans le *struggle for life* cher à Spencer et aux racialistes. Eh oui, en privatisant le droit et en le cassant, les libéraux ont en fait réinstitué une jungle darwinienne. C'est pourquoi ils parlent de « gouvernance », comme dans une entreprise, et non de gouvernement, de « régulation » (terme sociologique, depuis la catastrophe) et non de réglementation (terme juridique). Ces termes évacuent le politique comme instance suprême de la société civile et le droit comme règles pour les rapports sociaux et le bien commun.

À la différence du libéralisme politique, fondé sur la démocratie et l'État de droit, le libéralisme économique repose sur le dogmatisme, le culte du progrès et sur l'instrumentation du droit.

Supiot ne dit pas qu'en réalité Hayek a perdu la partie libérale; il ne jurait que par l'ordre spontané du marché et aussi la quasi-disparition de l'État. Le vainqueur, c'est « l'ordo-libéralisme » inventé par les Prussiens (au sens figuré) dans les années trente. Cette doctrine disait clairement que l'État, le pouvoir politique devaient imposer juridiquement un ordre favorable à la liberté économique des renards libres dans les poulaillers libres. Et elle est devenue après la guerre la clef de « l'économie sociale de marché » chère à Ehrard (*humanum est*). Depuis, au sein de l'UE, les Teutons se battent pour imposer cette conception. Cela tombe bien car elle converge avec celle des anciens pays de l'Est ralliés à l'UE à qui mieux mieux avec l'élargissement de l'Europe, au lieu de son approfondissement et de sa transformation en vrai État fédéral. Cela sied bien aussi au cheval de Troie anglo-saxon et hyperlibéral qu'est le Royaume-Uni (le scorpion britannique associé au calamar géant US) depuis son entrée dans la communauté. On peut donc dire que l'élargissement et les traités libéraux (ensuite poussés par les entrants en provenance de l'Est qui sont aujourd'hui la majorité des 28 membres de l'UE) ont forgé l'Europe purement économique et ultralibérale que nous connaissons.

À la différence du libéralisme politique, fondé sur la démocratie et l'État de droit respectueux des libertés et sécurités des individus, le libéralisme économique repose sur le dogmatisme, le culte du progrès et sur l'instrumentation du droit. En face, le communisme, qui s'est effondré en 1989 (Mur de Berlin) et en 1991 (disparition de l'URSS), est analogue: scientisme, progrès des « forces productives », dogmatisme marxiste, suppression du droit individuel au profit des gouvernants. Ce sont donc des frères jumeaux. Il n'est pas surprenant qu'avec la disparition du socialisme collectiviste en Europe, ils soient devenus siamois. Les dirigeants de l'Est n'ont fait que changer de dogmatisme sans abandonner leur conception utilitariste de l'ordre juridique manipulable à volonté pour favoriser les desseins des gouvernants. Cela convenait aux vues des gouvernements libéraux et de socialisme en peau de lapin de l'Ouest et aux approches thatchériennes des Gibbies, reprises par Blair, le fidèle toutou de Bush. Du reste, Thatcher l'aurait dit: on lui aurait demandé sa plus grande réussite; elle aurait répondu Blair. Cela correspondait aussi aux idées des socialistes français comme les Fabius, les DSK et autres Delors (en barre).

Exit donc le programme de Philadelphie et celui du CNR dont l'ex-maoïste Kessler demande la destruction. Car, vous l'aurez noté, les nouveaux maîtres socialistes ou libéraux sont souvent des anciens collectivistes ou *apparatchiki* reconvertis en oligarchie et dirigeants d'entreprises privatisées, par exemple en France ou en Russie. Les pauvres Russes, après soixante-dix ans de communisme, ne comprenaient rien à l'essence du droit; les Occidentaux leur ont alors fourgué leur nouvelle conception instrumentale de cette instance fondée sur la morale de la dignité humaine et de l'intérêt général. Ce fut pratique pour offrir à prix cassé les anciens combinats aux oligarques et aux financiers européens. Bon appétit, messieurs... J.L.

Une taupe à Pôle emploi

Gaël Guiselin, auteur de *Confessions d'une taupe au Pôle emploi* *, a été chômeur de longue durée, puis employé au Pôle emploi. Pas un travail de tout repos, comme en témoigne la réaction de la cellule de crise qu'il a appelée après s'être fait agresser par un chômeur à bout de patience : « Bonjour, je vous appelle parce que j'ai été victime hier d'une agression physique sur mon lieu de travail, et je souhaite en parler avec vous. » À sa stupéfaction, il s'entend répondre : « Monsieur, nous sommes là pour parler de la fusion, pour discuter avec les agents qui sont déstabilisés. L'agression physique n'est pas de notre ressort. » On ne fait pas plus clair.

Sarko a fusionné l'ANPE et les Assedic. Afin d'économiser des salaires. Et non pas, bien entendu, de mieux faire fonctionner le système, comme il le prétend. Les agents de l'ANPE n'ont pas été formés à comprendre le mécanisme très complexe des Assedic. Les agents des Assedic ne savent rien des techniques de l'ANPE. Au milieu, les chômeurs, brutalisés tant par un système calculé pour les radier que par l'incompétence des agents qui traitent leurs dossiers. Comment s'étonner que, poussés à bout, ils se révoltent en tabassant les agents ?

Le système est au bord de l'implosion. Même physiquement : « Au commencement, ce furent quelques documents grignotés dans le local des archives. Puis d'autres. Carrément rongés, ceux-là. Il y eut aussi les grattements suspects derrière les cloisons, et de fortes odeurs dans le faux plafond. Et, enfin, les hurlements d'une demande d'emploi, tentant d'escalader un bureau par la face nord. L'agence hébergeait une colonie de gros rats hyperactifs. » Guiselin remarque aussi ce que les officiels appellent la transhumance. La transhumance est une migration des moutons. Mais les chefs utilisent ce mot pour décrire ce à quoi ils forcent leurs employés : « À Pôle emploi, personne n'a de bureau fixe. Premier arrivé, premier servi. Les agents doivent rester mobiles. Pas d'espace personnalisé, ni photos de vacances en famille, ni collier de nouilles. Nicolas Sarkozy a enfoncé le clou en septembre dernier quand il s'est moqué « des fonctionnaires qui aimaient travailler dans des petits bureaux avec des affiches de la Polynésie pour rêver ».

En ce qui concerne la Polynésie, les petits fonctionnaires ont les affiches, les ministres ont les avions du Glam.

Quant au but réel du Pôle emploi, Guiselin est très clair : « Éviter le mot « radiations ». Parler plutôt de désinscriptions, ça sonne moins négatif. » Il commente : « Lors de notre formation, nous avons été briefés. Et les consignes sont assez claires : il faut radier, mais en douce. Une bonne antenne de Pôle emploi, pour la direction, c'est une antenne qui radie, qui élague, qui coupe à la hache. Entre nous, nous nous surnommons *les radiateurs*. Plus le taux de radiation sera élevé, meilleure sera la réputation de l'agence. Pour éviter les états d'âme, l'agent ne radie pas personnellement. Pas bourreau, juste assistant. Il met en place les démarches qui peuvent entraîner une radiation. Comment ? En multipliant les mesures radiogènes. La panoplie à disposition est variée. On peut convoquer davantage en espérant que le demandeur ne viendra pas, et paf : avis de radiation ; lui proposer plus d'offres d'emploi, de préférence hors champ de compétence ou d'intérêt de façon à ce qu'il les refuse, et vlan : avis de radiation. »

Comme toujours, de même que les premiers prisonniers d'une prison sont ses gardiens, les agents du Pôle emploi sont les premières victimes du système : « Fliqués, les agents le sont aussi, tous les mois, par la direction locale. Chaque fois on me repose les mêmes questions : ai-je bien convoqué mes 200 clients ? Pourquoi ai-je pris du retard ? L'objectif est d'abord quantitatif. Le qualitatif est en option. Le pire est que ce flicage en amène un autre, encore plus pervers : celui qui s'exerce entre collègues. Car le respect scrupuleux de la politique maison entre en ligne de compte pour le calcul des primes collectives attribuées aux conseillers d'une agence. Personne n'emploiera le terme de prime à la radiation, pas de gros mots surtout, mais nous savons tous que les mesures que nous mettons en place peuvent se traduire par des radiations. Et nous savons que c'est la bonne application de ces mesures qui détermine le montant de la prime. » Heureusement, les agents font aussi de la résistance. Guiselin décrit bien des actes par lesquels les agents tentent d'aider au mieux les chômeurs à échapper aux conséquences du presse-citron géant appelé Pôle emploi.

Il décrit aussi ce que les chômeurs doivent faire pour se justifier : « Le jeune homme s'approche de mon bureau. Sa main gauche tient une feuille. La droite, tendue devant lui, paume vers le ciel, lui donne l'air de quêter. Il plaque son papier sur ma table et, de son autre main, laisse délicatement glisser deux dents. Des molaires pour être tout à fait précis. « On m'a arraché ça ! Voilà pourquoi je ne suis pas venu à mon rendez-vous. Ça vous suffit, ou vous voulez inspecter l'intérieur ? » Sans attendre ma réponse, le voilà qui ouvre une bouche immense en prenant soin de m'assurer une vue imprenable sur ses amygdales et sur deux trous foncés en bas de sa mâchoire gonflée, preuves irréfutables de récentes extractions dentaires. »

Nestor Potkine
Partisan de l'extraction présidentielle

*. Gaël Guiselin, *Confessions d'une taupe au Pôle emploi*, Calmann-lévy, disponible à la librairie du Monde libertaire, 11,50 euros.

Non, ce n'est pas intenable

L'article de Jean-Marc Raynaud intitulé « Ça devenait intenable », publié dans le *ML* n° 1592, nous a valu cette réponse en forme d'article. *NDLR.*

Jacques Betry

Membre individuel de la Fédération anarchiste et franc-maçon du GODF

CE N'EST PAS UNE BONNE MOITIÉ des 50 000 frères du Grand Orient de France (GODF) qui étaient favorables à l'initiation des femmes, mais une petite moitié, si l'on veut faire référence à la moitié. Et ce n'est pas la même chose. En effet, tous les votes intervenus ont toujours été défavorables à cette proposition.

Je passe sur les guillemets devant les frères et les sœurs, et je dis que l'affirmation selon laquelle « il n'aura fallu que 237 ans au GODF pour admettre que la moitié féminine du genre humain pouvait avoir une âme maçonnique » est dénuée de sens et fausse.

Dans ce vieux débat sur la mixité du Grand Orient de France, certains tiennent finalement pour acquis l'inéluctabilité de l'initiation de femmes dans nos loges. Ce faisant, ils évacuent les raisons profondes et anciennes de ce conflit fratricide et pour le moins étonnant chez des hommes – nos frères – pour qui l'égalité absolue de tous les êtres humains entre eux, par-delà les races, les origines ou le sexe, est à la base de leur engagement maçonnique.

Car c'est bien la seule question qui mérite d'être posée dans cette affaire : pourquoi des frères qui partagent ainsi des valeurs fondamentales, se déchirent-ils sur un sujet qui peut, pour un observateur profane des mœurs maçonniques, paraître à juste titre totalement incongru et anachronique ? Cette question n'est en effet jamais posée et la réponse simplificatrice des tenants de la mixité, « surfant » sur la « modernité » de leur position, alimente un discours amusé, pour ne pas dire indigné, dans le public qui ne voit dans la franc-maçonnerie qu'un repaire d'affairistes ou, au mieux, de conservateurs frileux.

Il semble important de poser publiquement cette question et d'y apporter une réponse. Elle est celle de frères qui ont placé la démarche initiatique au cœur de leur vie maçonnique et tient dans une dimension de la franc-maçonnerie totalement occultée dans ce débat : ce qui fait la spécificité fondamentale de la franc-maçonnerie et qui en fait un rassemblement d'hommes et de femmes radicalement différent de toute autre association profane, c'est sa dimension initiatique. La franc-maçonnerie n'est pas un parti politique, ni un syndicat, ni une association militante ! La franc-maçonnerie est une société initiatique qui place au cœur de sa réflexion la symbolique de l'initiation. C'est une école de vie qui offre à tout frère, à toute sœur la possibilité d'accéder à une philosophie de l'existence. En ce sens, elle s'inscrit dans une filiation qui remonte aux écoles philosophiques antiques, et relève d'une tradition qui la place en retrait de la société et de ses certitudes temporaires. Chaque frère, chaque sœur peut, s'il (ou elle) le souhaite, agir dans le monde profane – et ils sont nombreux à le faire – mais la franc-maçonnerie, en tant que société initiatique, ne peut que rappeler les valeurs universelles qu'elle défend, sans s'impliquer dans des affrontements qui ne la concernent pas. Elle ne doit pas se considérer comme un « lobby », comme un groupe de pression qui essaierait de « faire passer », par les appuis dont elle dispose, des lois qui viseraient à faire évoluer la société dans un sens « progressiste ». Car nous sommes au cœur du sujet : beaucoup de nos frères sont nostalgiques d'une franc-maçonnerie « IIIe République », représentation pour une large part mythique, et qui s'enracine dans l'article premier de la Constitution du Grand Orient de France qui évoque la nécessité pour tout franc-maçon d'améliorer à la fois l'homme et la société. On peut, comme ils le font, considérer cette proposition de foi progressiste comme la vérité indépassable de la franc-maçonnerie, sans voir à quel point cette position est un parti pris idéologique qui n'a rien à faire dans une société initiatique. Ce n'est pas le cas de ceux qui pensent que, comme pour la question de la mixité de l'obédience, ce n'est pas la franc-maçonnerie qui a changé la société, mais que c'est bien l'inverse qui s'est produit et que ce fameux article premier se rattache plus à l'air du temps qu'à la tradition initiatique. Et, dans cette affaire, le problème est toujours posé par les tenants de la mixité de l'obédience, en des termes manichéens, simplificateurs, ignorants de la complexité : le progrès, l'évolution inéluctable est du côté de la mixité du Grand Orient de France, chacun étant sommé de choisir son camp, les partisans de la masculinité stricte de l'obédience étant renvoyés à leur ringardise et leur conservatisme.

Or, pour ceux qui ont opté pour la masculinité du Grand Orient de France, la franc-maçonnerie n'est pas masculine, féminine ou mixte. Elle est une œuvre humaine qui

cherche à répondre à des besoins, à des questionnements universels. Réponse qui peut prendre des aspects différents selon que l'on est un homme ou une femme, ce qu'ont très bien compris nos sœurs de la Grande Loge féminine de France, qui n'a, semble-t-il, pas l'intention de devenir mixte !

Le choix de la masculinité du Grand Orient de France est donc, pour eux, un choix éthique. Ce n'est pas un choix machiste fait de mépris pour nos sœurs ou les femmes qui aspirent à le devenir, mais c'est un choix qui revendique l'idée qu'un parcours initiatique peut être différent selon que l'on est une femme ou un homme, sans que cela préjuge en quoi que ce soit d'une quelconque supériorité ou infériorité, ces catégories nous étant, par ailleurs, radicalement étrangères.

La franc-maçonnerie française, dite « libérale », est composée d'obédiences féminines, mixtes et masculines. Les loges féminines n'initient que des femmes et reçoivent, peu souvent, des frères dans leurs travaux. Les loges mixtes initient hommes et femmes. Les loges masculines n'initient que des hommes et la plupart de ces loges accueillent, régulièrement, des sœurs d'obédiences féminines ou mixtes.

On le voit donc, la « palette maçonnique » est large qui s'offre à un homme ou une femme qui souhaite s'engager sur le chemin initiatique. Toutes ces obédiences ont d'excellentes relations entre elles et on comprend donc mal l'acharnement de ces frères qui finiront, s'ils arrivent à leurs fins, par vider le Grand Orient de France des frères rétifs à cette vision idéologique de la maçonnerie, mais aussi par semer la discorde entre obédiences.

Dans ce débat passionné, certains ont donc fait le choix de l'éthique et il n'est pas inintéressant de citer Paul Ricoeur qui écrivait : « Il nous faut faire advenir la liberté de l'autre comme semblable à la mienne. L'autre est mon semblable dans l'altérité, autre dans la similitude. » Je reconnais donc ma sœur comme semblable à moi, franc-maçon, dans sa loge féminine, différente de moi, femme, dans son appartenance à la franc-maçonnerie universelle.

Par ailleurs, un autre débat consiste à savoir s'il est compatible d'être, à la fois, anarchiste et franc-maçon. Est-il besoin de rappeler qu'un nombre important d'anarchistes, et non des moindres, ont été francs-maçons, ce qui tendrait à apporter la réponse. Citons, au hasard : Sébastien Faure, Francisco Ferrer, Eugène Pottier, les Reclus, Louise Michel, Jules Vallès, Jean-Baptiste Clément, Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine, Vsevolod Eichenbaum dit Voline, et tant d'autres.

Enfin, on ne saurait trop recommander la lecture du très bel ouvrage de Léo Campion, *Le Drapeau noir, l'équerre et le compas*, paru aux éditions Alternative libertaire (Bruxelles). J. B.

Russie

Police contre mineurs

Les résidents de Mejdouretchensk de la région de Kemerovo, où la mine Raspadskaya a explosé, après plusieurs manifestations dans le centre-ville, ont bloqué la voie ferrée. Environ 200 personnes ont participé à ce rassemblement. Ils ont protesté contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Certains ont demandé que le Premier ministre Vladimir Poutine vienne les voir.

Après l'échec du maire à persuader les manifestants de quitter les rails, la police anti-émeute (ou les Omon, les forces de police spéciales) est arrivée sur la scène d'émeute…

Les Omon ont été violents, quelques dizaines de personnes ont été traînées par les bras et les jambes. Des hommes ont mis le feu à des buissons et des boîtes ramenés sur la voie ferrée. Les trains des deux côtés se sont arrêtés.

Le maire Sergueï Chtcherbakov est sorti deux fois voir les manifestants. Selon le correspondant, la conversation de vingt minutes avec le maire a été tendue. Il a assuré que lendemain viendrait le gouverneur de la ville, qui tenterait de résoudre les problèmes des mineurs. Selon Chtcherbakov, le directeur de la Raspadskaya, devait également venir à la réunion. Suite à la conversation avec le maire, certaines personnes ont quitté les voies. Il en est resté environ 150 à 500 selon les sources.

Selon le correspondant de *Life News*, les manifestants ont voulu voir le directeur de la Raspadskaya, Gennady Kozovoy, pour lui demander un rapport sur les mesures de sécurité à la mine.

Selon les manifestants, l'explosion et la plupart des victimes ont été causées par un déni des règles fondamentales de sécurité de la part de l'administration, par le manque d'équipement, par le dysfonctionnement de nombreux sauveteurs qui peuvent, à un moment critique, sauver la vie des travailleurs.

Comme *Ukranews* l'a signalé, la nuit du 9 mai, dans la mine Raspadskaya, deux explosions se sont produites à plusieurs heures d'intervalle. La seconde a été plus forte que la première. La cause de l'explosion dans la mine a été une libération soudaine de méthane. La tragédie a coûté la vie à 66 personnes (selon certaines sources, au moins 150 personnes sont mortes, *NdT*).

Dans la région de Kemerovo, le 15 mai est jour de deuil. Beaucoup se demandent pourquoi le deuil n'est pas respecté partout en Russie comme cela a été fait dans le cas de l'incendie du club Cheval boiteux ou du crash de l'avion de Lech Kaczynski.

Les Relations internationales FA

Traduction : Natalia

On peut consulter : aitrus.info/node/865

Allons à Cannes

Ni Dieu(x) ni maître(s) ?

Heike Hurst

Uncle Boonmee who can recall his past lives, un film de Apichatpong Weerasethakul

FINALEMENT ce sont les maîtres de cinéma qui ont encore une fois apporté la preuve que le cinéma, son flux des images, sa liberté de pensée ne peuvent être arrêtés. Mais on peut retirer la liberté aux cinéastes, craindre leurs œuvres à venir. C'est le cas pour l'Iranien Jafar Panahi, enfermé sans raison dans des geôles iraniennes. Son fauteuil au jury de Cannes est resté vide pendant toute la durée du festival. Polanski, l'autre grand cinéaste, n'obtient pas justice malgré la déclaration de l'ancien procureur qui atteste le mensonge sur lequel repose cette persécution. Les déclarations en sa faveur (Godard, Varda et d'autres cinéastes présents à Cannes) sont restées sans effet pour Polanski [1], alors que Panahi a finalement été libéré sur caution [2] après dix jours d'une grève de la faim. La solidarité internationale l'a certainement aidé à tenir et a précipité sa libération.

Abbas Kiarostami, maître incontestée du cinéma iranien, qui refusait de s'exprimer sur la censure et la torture dans son pays, a utilisé la conférence de presse comme tribune pour s'exprimer sur les méthodes d'un régime enclin à enfermer des gens à propos de délits qu'ils n'avaient pas encore commis. (Ici, le film de Panahi pas encore tourné.) Présent en compétition à Cannes avec *Copie conforme* (dans les salles depuis le 19 mai), Kiarostami a tourné à l'étranger et en anglais. Une histoire d'amour naissante, réalisée par le plus pudique des réalisateurs. Quel couple va-t-il nous montrer ? C'est un conte cruel qui sort de la palette de ce peintre des tourments de l'âme. Cruauté dans la peinture de la dépendance, de l'envie de séduire, de l'omniprésence du désir et de la résistance qu'oppose l'homme à une femme qui bientôt ne sait plus ce qu'elle dit. La rigidité de l'homme contraste avec la vivacité de cette femme en mouvement qui s'investit tout entière. Le beau ténébreux (le baryton William Shimell) ne veut surtout pas rater son train. La belle Juliette Binoche (prix d'interprétation) se débat avec ses envies et ses exigences. Elle est sans arrêt interrompue par un fils jaloux qui a perçu l'engouement de sa mère pour le bel étranger. On disait de Kiarostami : donnez lui une voiture et un petit garçon, il en fera un film. Il y a la voiture, il y a le petit garçon, mais on affronte l'enfer de l'amour et de la dépendance. La femme est au volant. Déjà dans *Ten*, une femme était au volant. Dans une voiture il y a une marche arrière, dans la vie, c'est autre chose. *Copie conforme* évoque tout cela : l'interrogation sur l'art, les chefs-d'œuvres et les hommes, pauvres mortels qui copient cette perfection qu'ils n'atteindront jamais. Ainsi, le mouvement, le vivant, la voix et la rencontre tissent un réseau où le désir peut éclore. Mais la fin n'est-elle pas déjà contenue dans cet accomplissement ?

Comment se consoler ? La vieille dame de *Poetry* de Lee Changdong est inconsolable. Elle apprend que son petit-fils est impliqué dans un viol collectif qui a coûté la vie à une lycéenne. En même temps, Mija (Yun Junghee) commence un Alzheimer qui se dégrade rapidement. Héroïne d'un genre nouveau, elle est la seule à ne pas vouloir effacer ce crime, acheter le silence de la mère de la victime, la seule à vouloir garder le portrait de cette jeune fille disparue à jamais. Faire de la poésie est un désir ancien qu'elle veut enfin réaliser. Femme de ménage chez un vieux et riche paraplégique, elle « assure ». La poésie lui permet de ne pas sombrer. Son dernier poème nous apporte un éclairage profond sur les tourments d'une vie vécue pour les autres dans une droiture et une recherche de la beauté incessantes. *Poetry* était ma palme d'or personnelle (prix du meilleur scénario). Le fleuve charrie le corps de la jeune fille, *Poetry* ; la rivière emporte le corps d'un fils aimé (*L'Homme qui crie*).

« L'homme, un ours qui danse ? »

Ainsi se tissent des liens entre les films et les personnes par la beauté et la limpidité des éléments. *L'homme qui crie* de Mahamat-Saleh Haroun (prix du jury) raconte l'histoire d'un père qui a du mal à céder la place à son fils.

Cette situation familiale est l'écho et la parabole percutante d'un continent en perdition. L'Afrique pillée, outragée, souffrant du fait colonial et des malheurs à répétition, cherche à éviter la guerre civile. Ancien champion de natation, Adam (Youssouf Djaoro) travaille comme maître nageur dans la piscine d'un hôtel. Il est rétrogradé alors que son fils obtient son poste. Attendri par la jeune femme enceinte de son fils, il se ravise et se repent. Il va braver tous les dangers pour ramener son fils qu'il a lui même dénoncé à l'armée. Il est trop tard, son fils meurt en route. C'est là qu'il laissera partir son corps avec le courant de la rivière. Mahamat-Saleh Harounn est le seul réalisateur africain qui, de film en film (*Abouna*, *Daratt*), plaide pour que les Africains restent dans leurs pays et vivent la vie qui est possible malgré tout. Poignant témoignage et message fort pour l'Afrique qui trahit ses enfants, garde ses privilèges et brade sans vergogne ses richesses. Grand film aussi sur cette idée que les structures anciennes leur épargnent l'exil et garantissent la survie.

En attendant Godard...

De la rivière accueillante, nous arrivons à la mer, la mer que personne ne sait filmer comme Godard. Les éléments, la mer (la mère à nous tous), la Méditerranée, berceau des civilisations, toujours en mouvement. Les images en mouvement sont le fil conducteur de cette somme de notre *Histoire(s) du cinéma*, qu'il incarne et redonne à lire et à goûter, que ce soit sur le navire-croisière que Godard filme comme la mer en alternant plan rapprochés et évocations lointaines avec une maestria belle à voir et impossible à oublier... (sortie le 19 mai).

D'autres maîtres comme Oliveira, *O estranho caso de Angélica*, qui a atteint un âge canonique (102 ans) surprennent par la liberté de ton, par leur inventivité sans limite et une réflexion féroce sur la fin de l'angélisme par rapport aux travailleurs (ici de la terre); vigoureux dans la vie, ils ont des têtes de zombies sur les photographies. Angelica, la morte sourit au photographe, mais seulement quand il la prend en photo. Ce sourire sera le moteur pour raviver sa « flamme » *post mortem*, suivi d'un engouement pour le jeune photographe. Troublé, il ne pourra plus l'oublier. Oliveira joue avec le spectre, la revenante qui le hante et l'attire telle la Loreley vers les abîmes. On est loin du catholicisme. Dieu est oublié et personne n'en parle. En revanche chez Apichatpong Weerasetakul – *Oncle Boonmee... se souvient de ses vies antérieures* (Palme d'Or) – le passé est intégré dans la vie présente et mène vers une vie future. Dieu n'a aucun pouvoir là-dedans. Nous sommes dans un monde païen, simple, sensuel qui sera remplacé par une autre existence encore plus paisible. On est dans un culte de la nature sans Dieu. Le monde des ancêtres est un monde perméable et mouvant: les défunts viennent s'asseoir à la table et viennent partager les plats des vivants. La marche vers les origines est peuplée de rencontres exotiques, le poisson chat rôde pour faire l'amour. Les singes, nos ancêtres aussi, chassent et ont des yeux rouges dans le noir. Film halluciné qui nous entraîne dans les limbes. Personne ne revient de la guerre civile qui rôde.

Des Hommes et des Dieux de Xavier Beauvois raconte la tragédie vécue par les sept moines connus sous le nom des 7 de Tibérine. Chiffre fatidique qui permit à deux d'entre eux de survivre car le soir de leur arrestation, ils étaient neuf et leurs ravisseurs ne le savaient pas. Nous connaissons la triste vérité sur leur fin. Le film nous épargne des détails sanglants et se concentre sur la vraie question: fallait-il rester et affronter la mort certaine ou partir et abandonner les gens autour. Dieu est évoqué, mais il ne parle pas non plus et puis la foi, ça ne se discute pas, c'est une promesse d'autre chose. (Grand Prix).

Hors-la-loi de Rachid Bouchareb revient de loin: film controversé avant même d'être vu. En fait, c'est un film attachant sur trois frères qui font leur chemin en France en attendant l'indépendance de l'Algérie. L'aîné (Roschdy Zem) revient d'Indochine. Le deuxième va collecter les fonds pour le FLN à y perdre son âme (Sami Bouajila). Le troisième (Jamel Debbouze) sera proxénète pour se payer son rêve, une salle de boxe et un champion algérien. Dieu est loin, là aussi. La mère des trois garçons l'invoque en permanence, mais ne se fait pas d'illusions. Un western-FLN, démystification et récit de résistance à la fois. Duel haletant entre les personnes qui incarnent l'engagement du côté algérien et le responsable de l'organisation terroriste de l'OAS, la main rouge. Le film raconte une histoire mal connue: il est donc nécessaire, son énergie aussi.

Polémiques et outrances, le grand gagnant dans ce non-débat sur ce qu'il convient de dire ou de taire est le film de Mathieu Amalric, *Tournée* (prix de la mise en scène). Les numéros de charme de ces femmes de chair et d'esprit sont tellement inattendus et extraordinaires que nous ne pouvons qu'applaudir que des deux mains et dire: Vive la vie sans Dieu ni maître.

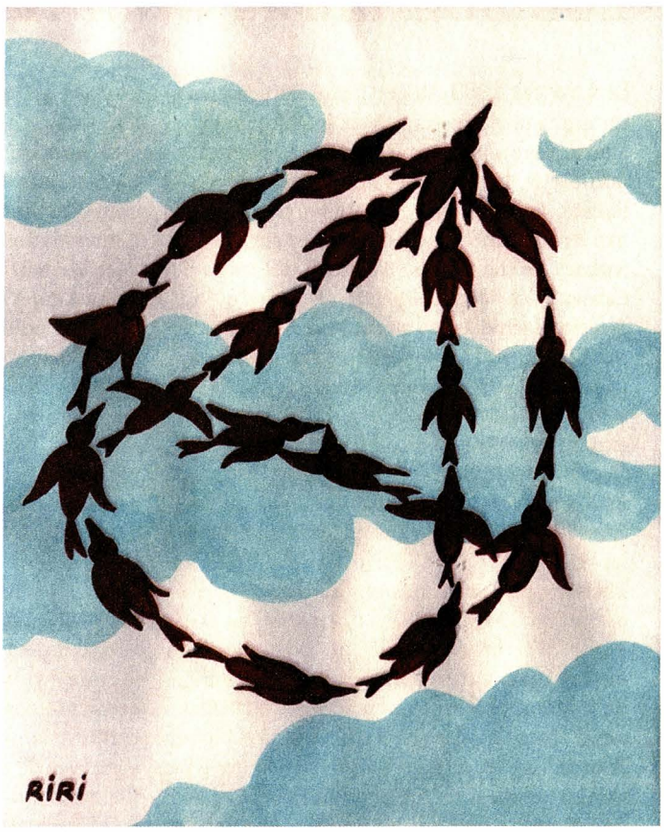
H. H.

1. Et vive Jamel Debbouze qui déclare: « Moi aussi, j'ai été violé par Polanski quand j'avais 16 ans ».

2. La caution serait de 200 000 dollars.

Tournée, un film de Mathieu Amalric.

L'Entraide de Pierre Kropotkine



J'AI TOUJOURS PENSÉ qu'entraide et sélection naturelle étaient complémentaires comme facteurs d'évolution, et cela sans que Darwin ou Kropotkine m'en fassent la démonstration. En jardinier débonnaire et attentif, sans aucun doute, mais, bien évidemment, sous l'influence d'une question dont j'étais loin d'être ignorant, sans être non plus très proche des textes qui y répondaient, mon jardin m'a beaucoup appris. Et aussi les hirondelles.

Elles ont abandonné mon bûcher depuis trois ans. « Protégées », mais en voie de disparition, soit par dérive climatique qui perturbe leur migration, soit par manque de nourriture dû aux insecticides. Mais certainement pas à cause d'une sélection naturelle qui préservait la nichée, quand la mère rejetait un ou deux œufs hors du nid pour préserver la vie des autres. Sélection naturelle observée par Candide.

Quant à l'entraide, j'ai pu l'observer ce jour où un chat à l'affût d'un nid de mésanges fut attaqué en rase-mottes par un merle furieux qui alerta tous les oiseaux du voisinage. Pourquoi le faisait-il, sinon pour sauvegarder l'espèce volatile dont il était solidaire. Une sorte d'entraide désintéressée.

Est-ce vraiment le cas des hommes qui la découvrent comme une nécessité de survie face aux catastrophes (à l'évidence de plus en plus nombreuses), mais dont ils sont en partie responsables ? Pourtant, le renouveau du concept d'entraide semble s'emparer peu à peu de la conscience contemporaine et faire éclater la bulle individualiste du chacun-pour-soi. Et cela pas seulement dans les milieux libertaires (l'avant-dernier numéro de *Réfractions* et les commentaires qui ont suivi, par exemple), mais aussi chez de nombreux chercheurs. Ainsi cet article du *Monde* du 27 février 2010 consacré au primatologue Frans de Waal, dont certaines expériences *in vivo* semblent parfaitement inutiles, mais qui n'en conclut pas moins : « Il existe chez l'homme un penchant naturel à la compétition et à l'agressivité, mais sa propension à la compassion est tout aussi naturelle. »

Ne croirait-on pas entendre, réunies dans une seule formule, la pensée de Darwin et celle de Kropotkine. Et ces idées étant dans l'air du temps, est-ce un hasard si fut rééditée l'année dernière *L'Entraide*, de celui qui fut homme de science et géographe, et aussi l'un des théoriciens les plus connus de l'anarchisme. Préfacé par Pabio Servigne, jeune chercheur de l'Université libre de Bruxelles, qui souligne en quelques pages remarquables de précision et de densité, le mal engendré par une véritable trahison de la pensée darwinienne. D'abord quand on assimile la sélection naturelle à la société humaine. Ensuite quand on sépare cette sélection de l'entraide dont les deux savants reconnaissaient la complémentarité.

Kropotkine et Darwin

Choisir la sélection en ignorant l'entraide (et *vice-versa*), c'est diviser l'inséparable, c'est trahir le concept d'évolution et la pensée de deux savants et chercheurs, et c'est là toute l'imposture qui permet de justifier le libéralisme économique et la sacro-sainte concurrence. Celui du « tous contre tous », qui rappelle la philosophie de Hobbes où « l'homme étant un loup pour l'homme », l'ordre ne peut régner que sous l'omnipotence de l'État.

« Avec *L'Entraide*, Kropotkine s'oppose frontalement à l'idée de Hobbes d'un état de nature de guerre permanente de tous contre tous. Dans ce livre, les deux faces, l'une libertaire et l'autre scientifique, se rejoignent à la recherche des fondements d'une éthique libertaire mettant en valeur une idée chère aux anarchistes. Son originalité tient au fait qu'il s'oppose au darwinisme social avec des arguments naturalistes. »

Peut-on ajouter que non seulement le concept sélection-entraide a été falsifié, mais qu'aujourd'hui le principe d'évolution se trouve contesté par des obscurantistes tarés, les Torquemada du XXIe siècle, je veux parler des adeptes du créationnisme, cher à M. Bush et à peu près à la moitié des États-Uniens, qui refusent l'enseignement du darwinisme, et pour qui l'homme ne saurait avoir d'antériorité dans l'évolution puisque créé par Dieu. « Avant il n'y avait rien », c'est ce que j'ai pu lire dans le cahier d'écolier d'un collège très catho de Basse-Normandie. Le créationnisme qui s'introduit en Europe n'est pas à sous-estimer. Sait-on que l'Église a réhabilité Galilée en 1992 !

En somme, et cela n'est pas pour surprendre, les deux ennemis de l'évolution bien comprise ont pour noms Dieu et l'État. Saluons donc cette réédition et cette belle préface qui remet Kropotkine à sa vraie place dans la recherche contemporaine, en particulier dans le domaine de la biologie évolutive *.

L'auteur de *L'Entraide* (parmi les animaux, chez les barbares, etc., pour en retenir les principaux chapitres), s'il n'est pas exempt de quelques interprétations exagérées et conclusions hâtives (le texte original date de plus d'un siècle), n'affirme que ce qu'il vérifie sur le terrain, observations critiques qui sont déjà celles d'un sociologue, voire d'un ethnologue. À la charnière de deux siècles, entre le romantisme qui s'éteint et le scientisme qui perdure, Pierre Kropotkine sait aussi savourer les mots dans une écriture claire, précise et sensible. La science a ses poètes : Pierre Kropotkine est aussi un grand écrivain.

Claude Kottelanne

*. Pabio Servigne met en chantier actuellement une réactualisation de *L'Entraide*. Pour plus de détails quant à cette entreprise, vous pouvez le contacter à pablo.servigne@no-log.org

Pierre Kropotkine, *L'Entraide*, Éditions Aden, 22 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Camus

Les libertaires et la non-violence

Le 4 janvier 1960, Albert Camus décédait dans un accident de voiture. Pour le cinquantième anniversaire de sa mort, les hommages sont nombreux, les tentatives de récupération également. Le summum était atteint par la tentative de « panthéonisation » menée par Nicolas Sarkozy. Le transfert au Panthéon des restes de Camus a été heureusement évité, grâce à l'opposition formelle de son fils Jean. Mais ce n'est pas fini. En 2013, Marseille sera capitale européenne de la culture et elle fera de Camus sa « figure tutélaire ». Opéra, ballet, colloque, exposition et même matchs de football seront alors organisés. Tout cela contribuera à montrer un Camus totalement aseptisé. Ces manifestations feront tout leur possible pour ne pas parler du lien qui unissait Camus avec les libertaires. Ces relations ont été mises en évidence par Lou Marin dans un ouvrage paru en 2008 [1]. La même année, un colloque était organisé sur ce thème à Lourmarin [2], ce village du Vaucluse où Camus avait acheté une maison avec l'argent qu'il avait reçu pour le prix Nobel et où il a été enterré. Le 4 janvier 2010, les éditions Égrégores et Indigène Éditions organisaient une rencontre au théâtre Toursky de Marseille, intitulée Albert Camus avec les libertaires. Des textes de Camus ont été lus par Richard Martin, Aïcha Sif et Benjamin Barou-Crossman. Claire Auzias a parlé de son expérience d'éditrice des textes libertaires de Camus. Jean-Pierre Barou a évoqué le débat entre Camus et Sartre à propos du terrorisme. L'intervention de Lou Marin, *Camus et sa critique libertaire de la violence*, est aussi le titre de la brochure qui est parue récemment chez Indigène éditions. L'auteur a milité à partir de 1979 dans le mouvement antinucléaire en Allemagne. Il participe à la revue anarchiste non violente *Graswurzelrevolution* et est un membre actif du Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme) de Marseille. Son pseudonyme est un hommage évident à Albert Camus qui s'est longtemps interrogé sur l'utilisation de la violence. Il a toujours été partisan de la liberté des peuples de la Hongrie à l'Algérie, en passant par la Tchécoslovaquie et l'Espagne. Pendant la Résistance, il avait appris la contre-violence, mais contre son gré. Il était conscient des contradictions qui peuvent exister entre la nécessité de la lutte des peuples et son désir de non-violence. Il écrivait « la violence est à la fois nécessaire et injustifiable » mais aussi « la non-violence est souhaitable mais utopique ». Son soutien aux luttes des objecteurs de conscience est ancien. Dès 1949, il refuse « toute légitimation de la violence ». Pour changer les choses, il ne faut plus tuer celui qui détient le pouvoir. Produire de nouvelles victimes ne sert à rien. La révolution doit être fidèle aux valeurs de la révolte et défendre la vie. En 1955, il rédige un hommage à Gandhi et en 1958 il souhaite que les méthodes de cet homme politique indien soient appliquées par les militants algériens. À la fin de sa vie, Camus critiquait la double dimension de la violence : celle du capitalisme et celle des mouvements révolutionnaires. Il avait développé cette attitude en dialoguant avec les libertaires et avait toujours en tête l'idée d'une révolution non sanglante.

Felip Équy

1. *Albert Camus et les libertaires* (1948-1960) : écrits rassemblés par Lou Marin. Marseille : Égrégores, 2008. 361 pages. 15 euros.

Le don de la liberté : les relations d'Albert Camus avec les libertaires. Lourmarin : Rencontres méditerranéennes Albert Camus, 2009. 163 pages + 1 disque audio. 18 euros.

Camus et sa critique libertaire de la violence par Lou Marin. Montpellier : Indigène, 2010. 24 pages. 3 euros.

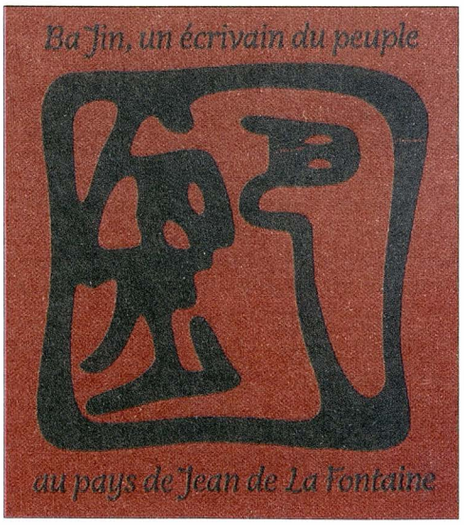
Ba Jin, un écrivain du peuple au pays de La Fontaine

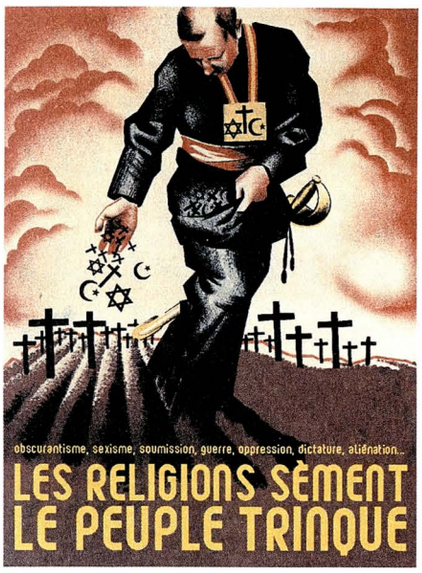
Livre de textes et d'images/photos *. La couverture est rouge et le texte noir, ça retrace la vie d'un écrivain chinois, Ba Jin. Dans la plupart des dictionnaires usuels, il n'y a pas grand-chose sur lui, à part le fait que c'est un écrivain chinois... En cherchant plus loin et pas seulement sur internet (donc, bien sûr, dans l'ouvrage en question), on apprend qu'il est né un 29 novembre 1904 à Chengdu dans la province du Séchuan et qu'il est mort le 17 octobre 2005 à Shangai. Son nom est Li Yantang, son pseudonyme d'écrivain, Ba Jin (aussi retranscrit Pa Kin) vient du début de Bakounine et de la fin de Kropotkine !

Dès sa jeunesse, il milite dans le mouvement anarchiste chinois, il traduit beaucoup, entre autres une brochure sur les martyrs de Chicago, *Haymarket*, pratique l'espéranto... En 1926, il réussit à avoir une « bourse d'études » en France, à Château-Thierry où il restera jusqu'en 1928. C'est de là qu'il entame une correspondance avec Max Nettlau, Alexandre Berkmann, Emma Goldmann... De retour en Chine, la montée de ce qui aboutira au maoïsme le contraindra à être surtout dans les milieux littéraires. Les honneurs divers (prix Nobel..., tout comme diverses responsabilités en Chine) ont-ils éteint la ferveur révolutionnaire du jeune militant des années 1920 ? La question reste posée. Que cela ne vous gâche pas le plaisir de la lecture de cet ouvrage, pour les textes et les images sur « un grand géant des lettres chinoises » qui défendait par la plume Sacco et Vanzetti et traduisait Kropotkine en chinois !

Loulou Barbesois

* Cet ouvrage de 214 pages a été publié à l'occasion de l'hommage rendu en 2009 par la ville de Château-Thierry. Réalisé sous la direction de Christiane Sinnig-Haas, avec divers collaborateurs : Joanne Beguin (traduction), Tony Legendre (historien), Angel Pino (traducteur de Ba Jin) et Julien Spiewak (artiste photographe). En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 27 euros.





Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format. pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Avis à nos abonnés !

Vous souhaitez réagir aux articles publiés par *Le Monde libertaire* ?

Vous avez des choses à dire, un point de vue critique à apporter, des compléments d'information à donner ?

C'est désormais chose possible ! Connectez-vous au site web de notre hebdomadaire et identifiez-vous grâce au code alphanumérique que vous retrouverez sur la bande de routage de votre journal. Une fois identifié, vous remarquerez que certaines fonctionnalités, symbolisées par des boutons (haut et bas de pages), seront actives, en particulier la possibilité d'apporter vos commentaires aux articles.

Le Monde libertaire en ligne est un espace interactif. Profitez-en !

www.monde-libertaire.fr

Salon du livre anar à Biel

Après la première édition qui s'était déroulé l'an dernier à Winterthur, le second salon du livre anarchiste en Suisse a eu lieu dans la ville de Biel/Bienne les 15 et 16 mai 2010.

Cette ville bilingue (français et allemand) a une longue tradition libertaire, une vieille ville valant le coup d'être vue et une belle situation entre le lac de Neuchâtel et les collines jurassiennes.

De nombreuses maisons d'édition françaises, suisses, allemandes et italiennes étaient là pour présenter la littérature anti-autoritaire contemporaine avec comme participants les CIRA de Lausanne et de Marseille, la FAU de Berne, les Éditions Entremonde, la librairie Espace noir, Graswurzelrevolution, Libertäre Aktion Winterthur, Karakök Autonome, Edizioni La Baronata, Zeitpunkt, les Éditions du Monde libertaire, etc.

Différentes conférences, dont celle de Marianne Enckell sur « le mouvement anarchiste et l'importance des bibliothèques », celle de Lou Marin sur « Albert Camus et l'anarchisme » ou encore celle de Michel Némitz sur « la Fédération Jurassienne », pour ne citer que celles qui étaient en français, ont attiré un nombreux public attentif.

D'autres lieux de la ville étaient investis, comme La Coupole, pour des concerts où a pu se produire, entre autres, Fred Alpi et le groupe Berlinska Droha de Berlin.

Le squat LaBiu, outre le service de repas vegan à prix libre, a projeté un film documentaire sur les ouvriers anarchistes du marbre de Carrare.

Plusieurs centaines de personnes ont fréquenté ce salon du livre anarchiste et nous avons vendu avec un compagnon du groupe La Vache noire de la Fédération anarchiste pour 700 euros d'ouvrages des Éditions du Monde libertaire et des Éditions libertaires.

Alayn Dropsy
Groupe Arthur-Lehning

Radio libertaire

Jeudi 3 juin

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaire de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) La poésie à l'assaut du salon des marchands d'armes Eurosatory, avec le Gérant du Rare.

Toujours les mêmes (19 h 30) Communauté queer.

Epsilonia (22 h 00) Yves-Marie Mahé du collectif Négatif, à propos de cinéma expérimental et indépendant.

Vendredi 4 juin

L'écho des cabines (11 h 00) Sandrine Ageorges-Skinner, dont le mari est détenu dans un couloir de la mort à la prison de Hunstville (Texas) et Nora, une jeune femme qui a vu trois de ses frères mourir en prison.

Radio espéranto (17 h 30) Pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi (19 h 00) Ligue des Droits de l'homme, par la section Paris.

La grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire consacrée au vélo. On parlera d'Altertour notamment.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 5 juin

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Chronique syndicale (11 h 30) *Identité nationale, Amer ministère* d'Évelyne Perrin, avec l'auteur ; Kamel, du Mouvement de justice sociale dans les quartiers ; et Beija, du 9e collectif des sans-papiers.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Le programme et la main,* de Bernard Demiaux (éditions du Sextant).

Contre-bandes (19 h 00) Le Festival Côté Court de Pantin.

Nuits off (22 h 00) Regard de la photographe Alecska sur le Salon du livre libertaire (bande-son de l'exposition).

Dimanche 6 juin

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres penseurs.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Chants/Contrechamps (15 h 30) Retour critique sur le Festival de Cannes et les films à l'affiche : *Robin des bois* de Ridley Scott, *Film socialisme* de Jean-Luc Godard, *Copie conforme* d'Abbas Kiarostami, *Eyes of war* de Danis Tanovic, *Les Mains en l'air* de Romain Goupil, *When you're strange* de Tom Dicillo, *Air Doll* de Hirokazu Kore-eda, *L'Illusionniste.*

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 7 juin

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Claaaaaash : 2 heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Benoît Virot, les Éditions Attila et la revue du même nom, en particulier pour ce pavé déconcertant : *Le Nazi et le barbier* d'Edgar Hilsenrath.

Sous les pavés... la terre (16 h 00) L'association Terre de liens permet, face à la spéculation sur le foncier, à des paysans de s'installer en agriculture biologique, via un bail environnemental.

Les mangeux d'terre (18 h 00) Émission écolo-libertaire

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 8 juin

Le Parisien libertaire (08 h 00) L'actualité parisienne.

Artracaille (11 h 00) La condition de l'artiste dans la cité. Thème : De la norme du goût.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Anti-vidéosurveillance.

Idéaux et débats (18 h 00) Littérature.

Paroles d'associations (19 h 30) Ornette chanteuse à découvrir entre pop et jazz, seule au piano ou accompagnée.

Radio Libertaria (20 h 30) L'éducation. Actualités militantes.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

Mercredi 9 juin

Blues en liberté (10 h 30) Son House et Clarskdale.

Le manège (14 h 00) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Ana Azaria, de l'Organisation femmes égalité. Lutte des travailleuses sans papiers. Témoignages.

Ras les murs (20 h 30) Laetitia et Christophe du collectif Zonzon 93.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Les 3, 4 et 5 juin

Paris IIe

Colloque Michel Ragon, à l'Institut national d'histoire de l'art, 6, rue de Petits-Champs. Tel. 01 47 03 89 35. Programme sur inha.fr

Vendredi 4 et samedi 5 juin

Ivry (94)

Rencontres avec Paco Ignacio Taibo II. Vendredi 20 heures. Les luttes en Amérique centrale et du Sud. Samedi 5 juin, 15 heures. L'art de manger des *churros*. Auditorium Antonin Artaud, place Voltaire, à 150 mètres du métro Mairie d'Ivry. Tel. 01 46 70 35 03.

Vendredi 4, samedi 5 et dimanche 6 juin

Paris XXe

Fête de la CNT. Vendredi, 19 heures : Les Évadés (rap conscient), La K-Bine (rap militant), Nutties (rock-steady). Samedi, 11 heures : projection Jaffa. *La Mécanique de l 'orange*, d'Eyal Sivan. Suivie d'un débat. 14 heures : film sur la lutte de travailleurs licenciés au Mali. 15 h 30 : débat avec les sections CNT de People and Baby (santé-social), Hachette (SIPM), Baud (social). 18 heures : apéro-concert avec Stage Bottles. 20 heures : banquet. Dimanche, 11 heures : débat animé par la revue *Autre école*. 13 h 30 : film *La Voix de son maître*, avec Gérard Mordillat. 15 h 30 : la coopérative ouvrière La Belle équipe et du Syndicat du bâtiment (SUB). 17 h 00 : concert de Serge Utge-Royo. 33, rue des Vignoles. M° Avron ou Buzenval. Prix libre.

Vendredi 4 juin

Rennes (35)

20 h 30. Sound anti System avec Dr Dracula (ska, rocksteady, reggae) + Funky primate (rythm

and blues, northern soul, funk, modern soul). Prix libre, en soutien au groupe anarchiste La Digne Rage (FA Rennes). Au bar Le Gazoline, 24, rue Nantaise (en bas des Lices).

Samedi 5 juin

Guéméné-sur-Scorff (56)

18 h 30. L'Association Liber Terre (liber.terre@wanadoo.fr) organise une soirée *Non, Nicolas, Louise Michel n'est pas morte*, spectacle créé et interprété par la comédienne Marie Daude. Mise en scène de Jean-Claude Jay. Tarif : 18 euros tout compris (apéro, repas et spectacle) à l'Auberge des Trois Marchands. Causerie avec Ronald Creagh et Didier Giraud, apéritif communard et repas traditionnel, à l'Auberge des Trois Marchands. Réservation 02 97 51 21 53

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : Dérives sécuritaires et recul des libertés individuelles. Table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Avignon (84)

17 heures. La CNT 84 invite à une rencontre-débat avec les Gimenologues, précédée d'un diaporama sur la révolution et la guerre d'Espagne. Maison IV de chiffre. 26, rue des Teinturiers.

Marseille (13)

17 heures. Causerie débat sur l'industrie pharmaceutique après projection du documentaire *Les Médicamenteurs*, un film de Stéphane Horel, Annick Redolfi et Brigitte Rossigneux. Au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Dimanche 6 juin

Saint-Denis (93)

15 heures-17 heures : La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Les dimanches de la Dionyversité au Musée de Saint-Denis. La propagande en 1914 : guerre et caricature. Présentation de Laurent Bihl, historien spécialiste de l'image à partir de documents d'époque projetés sur écran. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel Péri, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Lundi 7 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle Invitation à la musique et à l'écoute active : La musique dite baroque. Premier cours : La musique italienne du XVIIe siècle et les femmes compositeurs. Présentation de Christian Chandellier. Musicien, il enseigne au Conservatoire de Montargis, la flûte à bec, la musique ancienne et la formation musicale. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 10 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Hugues Lenoir, enseignant à l'université de Nanterre, sera l'invité de la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine, pour un débat autour de ses deux ouvrages *Éduquer pour émanciper* (Éditions CNT-RP, 2009) et *Roorda, ou le zèbre pédagogique* (Éditions du Monde libertaire, 2010). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Vendredi 11 juin

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La rue râle de la FA vous invite à une soirée de cinéma débat autour du film *Tous comptes faits* sur l'agriculture et la grande distribution. Nous porterons un regard libertaire lors du débat, co-organisé avec le CPIE du Vercors et Equinoa. Centre social La Paz, rue des Écoles. Contact : laruerale@no-log.org

Royère-de-Vassivière (23)

Vendredi et samedi, une troisième édition du festival du documentaire politique et social en Creuse, Bobines Rebelles, se déroulera à Royère-de-Vassivière/Le Villard. Tout le programme sur le site internet : bobines rebelles.org

Un regard sur le salon du livre libertaire

Exposition de photographies d'Alecska

du 25 mai au 24 juin 2010 - librairie Publico, 145 rue Amelot, Paris XIe

Contact expo : 06 12 38 76 60